



INFORMATIONS GENERALES SUR LES DISPOSITIONS COMMUNAUTAIRES EN MATIERE DE LIBRE CIRCULATION ET DE SECURITE SOCIALE POUR LES TRAVAILLEURS QUI SE DEPLACENT A L'INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE

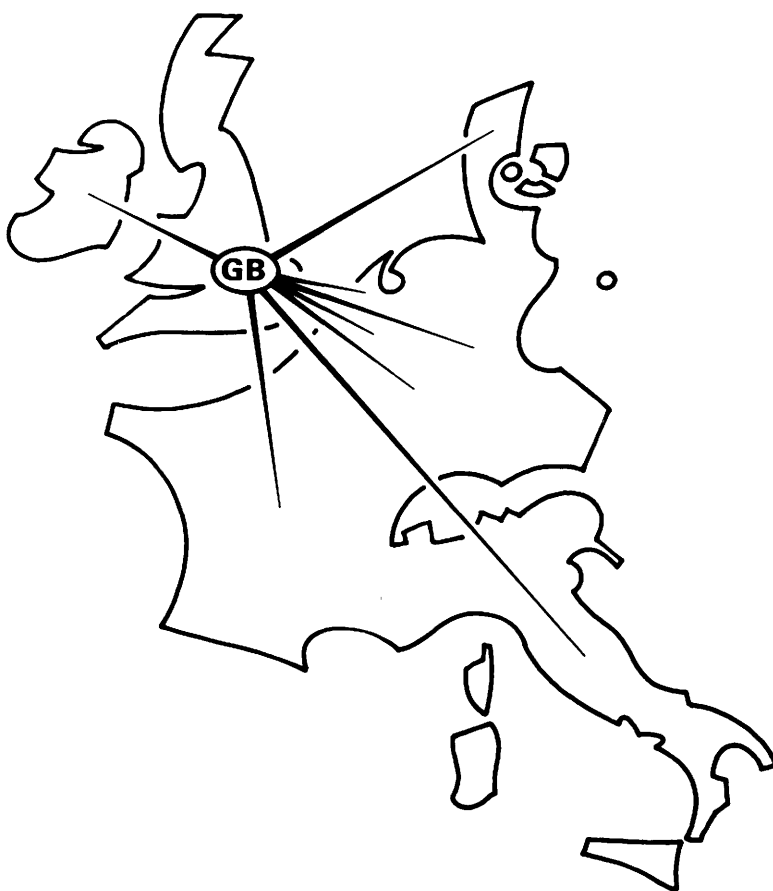
INFORMAZIONI GENERALI SULLE DISPOSIZIONI COMUNITARIE IN MATERIA DI LIBERA CIRCOLAZIONE E DI SICUREZZA SOCIALE PER I LAVORATORI CHE SI SPOSTANO ALL'INTERNO DELLA COMMUNITA

ALLGEMEINE INFORMATIONEN ÜBER DIE GEMEINSCHAFTSBESTIMMUNGEN IN BEZUG AUF DIE FREIZÜGIGKEIT UND DIE SOZIALE SICHERHEIT FÜR DIE INNERHALB DER GEMEINSCHAFT WANDERNDEN ARBEITNEHMER

ALGEMENE INLICHTINGEN OMTRENT DE GEMEENSCHAPSBEPALINGEN INZAKE HET VRIJE VERKEER EN DE SOCIALE ZEKERHEID VAN DE WERKNEMERS DIE ZICH BINNEN DE GEMEENSCHAP VERPLAATSEN

GENERAL INFORMATION ON THE COMMUNITY PROVISIONS WITH REGARD TO FREEDOM OF MOVEMENT AND SOCIAL SECURITY FOR WORKERS MOVING WITHIN THE COMMUNITY

ALMINDELIGE INFORMATIONER OM FÆLLESMARKEDSBESTEMMELSER VERDRØRENDE FRI BEVÆGELIGHED OG SOCIAL SIKKERHED FOR LØNMODTAGERE, DER FLYTTER INDEN FOR FÆLLESSKABET



Informations mises à jour le:

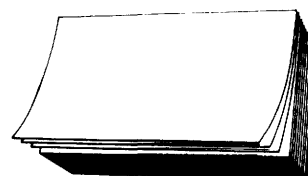
Informazioni aggiornate al:

Informationen auf den neuesten Stand gebracht am:

Inlichtingen op de nieuwste stand gebracht op:

Information brought up to date on:

Oplysninger ført à jour den:





A-0



— Informations générales sur les dispositions communautaires en matière de « libre circulation des travailleurs ».

Tous les ressortissants d'un Etat membre ont le droit de rechercher ou d'exercer un emploi en Grande-Bretagne sans permis de travail, sauf dans les services publics, à condition de respecter les dispositions légales et réglementaires applicables aux travailleurs britanniques.

Note: ce droit n'est pas applicable pour le moment en Irlande du Nord et dans l'île de Man étant donné que des restrictions d'emploi y sont en vigueur.

A-1



— Egalité de traitement avec les travailleurs nationaux en ce qui concerne:

A-1.00



— le droit d'accéder à l'emploi vacant;

Les travailleurs des autres Etats membres ont les mêmes droits que les travailleurs britanniques en ce qui concerne l'accès à un emploi vacant.

A-1.10



— le droit de bénéficier de l'assistance des bureaux de main-d'œuvre pour rechercher un emploi;

L'étranger qui aimerait que les services britanniques de l'emploi lui trouvent un emploi adéquat avant de se rendre en Grande-Bretagne, doit prendre ses dispositions pour que son bureau national de main-d'œuvre leur transmette des renseignements sur son niveau de formation, son expérience professionnelle et ses desiderata. Il est naturel que les employeurs britanniques s'assurent des aptitudes et des références d'un travailleur avant de lui faire une offre d'emploi et il serait préférable que ce travailleur s'assure que ses qualifications professionnelles ou commerciales peuvent satisfaire un employeur. S'il se trouve en Grande-Bretagne, les bureaux locaux de main-d'œuvre du Ministère du travail (Employment exchanges) sont à sa disposition pour lui fournir tous renseignements sur les vacances d'emploi, ainsi que sur les possibilités de formation, et le diri-



ger vers des employeurs qui peuvent lui offrir des emplois adéquats. Les bureaux locaux du "Youth Employment Service" (Career offices: services d'information et de placement de la jeunesse) fournissent des services semblables aux jeunes de moins de 18 ans. Ces deux services peuvent être consultés gratuitement par les demandeurs d'emploi. L'adresse du bureau d'emploi ou du bureau de placement des jeunes, le plus proche, peut être obtenu dans tous les bureaux de poste et figure dans les annuaires téléphoniques sous "Employment, department of" (ministère de l'emploi) ou "Youth employment service" (service d'orientation et de placement de la jeunesse). Il existe des services spéciaux pour les cadres moyens et supérieurs ainsi que pour les professions libérales, pour les travailleurs qualifiés et de l'hôtellerie, pour les professions commerciales et pour les handicapés. Des services d'orientation professionnelles sont également à la disposition de ceux qui ont besoin d'avis éclairés pour le choix de leur profession ou pour une reconversion. Personne n'est tenu de s'adresser aux services officiels de placement s'il ne veut prétendre aux indemnités de chômage (dont le versement est subordonné au paiement de certaines cotisations) ou aux allocations complémentaires. L'employeur n'est pas non plus tenu d'engager un candidat envoyé par un bureau de main-d'oeuvre ou un bureau d'orientation et de placement de la jeunesse.

A-1.20

— le droit d'exercer un emploi;



L'étranger a les mêmes droits que les travailleurs britanniques en ce qui concerne l'exercice d'un emploi salarié.

A-1.30

— l'exercice des droits syndicaux et de représentation du personnel dans l'entreprise.



Il jouit des mêmes droits que les travailleurs britanniques en ce qui concerne l'adhésion aux organisations professionnelles. L'"Industrial Relations Act" (loi sur les relations de travail) de 1971 confère divers droits aux travailleurs en matière d'adhésion aux organisations professionnelles et d'activité syndicale. Ces droits sont exposés en détail dans



la brochure "Rights of the Individual" (droits individuels) qui peut être obtenue auprès de tous les bureaux de main d'oeuvre de Grande-Bretagne. La même loi donne également aux travailleurs la faculté de porter plainte devant une juridiction prud'homale s'ils estiment qu'un syndicat leur a injustement refusé l'adhésion ou qu'un syndicat auquel ils ont adhéré les a lésés d'une façon quelconque. D'autres renseignements relatifs à ces dispositions figurent dans la brochure "Registration" (enregistrement) qui peut également être obtenue auprès de tous les bureaux de main d'oeuvre de Grand-Bretagne.

A-2

— La délivrance de la «carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre de la CEE» pour:



A-2.00

— les travailleurs permanents;



Un ressortissant d'un Etat membre (autre qu'un ressortissant du Royaume-Uni ou de la République d'Irlande) qui exerce un emploi en Grande-Bretagne où désire y séjourner pendant plus de six mois doit avoir un permis de séjour. Cette obligation est valable pour tous les travailleurs. Un travailleur sollicitant un permis de séjour doit remplir la formule CEE 1 qu'il peut obtenir dans tous les postes de police ou auprès des bureaux locaux du ministère de l'emploi et transmettre ce document au ministère de l'intérieur en l'accompagnant de deux photos d'identité récentes, de son passeport ou de sa carte d'identité et de l'"autorisation d'entrée" (IS 120) qui lui a été remise à son arrivée en Grande-Bretagne.

A-2.10

— les travailleurs frontaliers;



Il n'y a pas d'accord frontalier qui touche la Grande-Bretagne.



A-2.20

— les travailleurs saisonniers;



Le permis de séjour n'est pas requis si le travail saisonnier dure moins de six mois.

A-2

— Motifs de refus de la carte de séjour



Un permis de séjour ne peut être refusé que pour des raisons d'ordre public, de sécurité nationale ou de salubrité publique. Le souci de l'ordre public justifierait le refus d'un permis de séjour à un ressortissant d'un Etat membre de la CEE qui n'a pas réussi à trouver un emploi ou à s'établir dans un délai de six mois ainsi qu'à une personne qui a dû recourir à l'assistance publique dans les mêmes délais.

A-4

— Accès au logement et à la propriété du logement.



Les ressortissants des Etats membres de la CEE jouissent des mêmes droits que les Britanniques en ce qui concerne l'accès au logement, mais la plupart des services compétents ont des listes d'attente très longues pour des logements locatifs. Il n'existe pas de dispositions réglementant l'inspection des logements. Les offres de vente ou de location de logements sont publiées dans les journaux nationaux et locaux. Des renseignements appropriés peuvent également être obtenus à ce sujet auprès des agences immobilières.

A-5

— Possibilité de s'installer avec la famille dans le pays d'accueil.



L'étranger peut être rejoint par sa famille et les personnes à sa charge. Les membres de sa famille jouissent des mêmes droits que le travailleur lui-même. L'expression "famille et personnes à charge" couvre :

- a) l'épouse et les enfants âgés de moins de 21 ans ou à sa charge ainsi que
- b) les ascendants du travailleur et de son épouse à charge du travailleur.



A-6



— Informations générales sur les dispositions communautaires en matière de sécurité sociale pour les travailleurs qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté.

Le travailleur recruté doit immédiatement demander une carte nationale d'assurance au bureau local du ministère de la santé et de la sécurité sociale. Les cotisations payées au titre du régime national d'assurance sont obligatoires et permettent aux assurés de bénéficier des prestations de la sécurité sociale dont ils peuvent avoir besoin. La carte nationale d'assurance porte au recto le numéro d'affiliation dont le travailleur doit tenir bonne note étant donné qu'il devra le faire figurer sur toutes ses demandes d'allocation de chômage, de maladie, d'accident de travail ou de maternité prévues par le régime. Ces demandes doivent être introduites auprès du bureau liquidateur des allocations de chômage le plus proche s'il s'agit de demandes d'allocation de chômage et auprès du bureau local du ministère de la santé et de la sécurité sociale dans les autres cas. Divers renseignements relatifs au taux des cotisations au régime national d'assurance figurent dans la partie E.

A-7



— Conseils pratiques.

Une brochure explicative intitulée "Working in Britain" (les conditions de travail en Grande-Bretagne) contient des informations précieuses pour les travailleurs en quête d'un emploi en Grande-Bretagne. Cette brochure peut être obtenue auprès des services centraux de l'emploi des Etats membres ou, si le travailleur est déjà en Grande-Bretagne, auprès de tous les bureaux de l'emploi dans ce pays. Les renseignements relatifs aux cours d'anglais organisés en Grande-Bretagne peuvent être obtenus auprès des services locaux d'éducation, des bureaux d'information ou des services de l'emploi du ministère de l'emploi.



A-0

— Informazioni generali sulle disposizioni comunitarie in materia di «libera circolazione dei lavoratori».



Ogni cittadino di uno Stato membro ha il diritto di cercare lavoro o di accedere ad un posto di lavoro ottenuto in precedenza in Gran Bretagna senza bisogno di un permesso di lavoro, tranne che nella pubblica amministrazione, purché si conformi alle disposizioni legislative o regolamentari che disciplinano l'occupazione dei lavoratori inglesi.

Nota: questo diritto attualmente non si estende all'Irlanda del Nord e all'isola di Man, in quanto ivi sono in vigore restrizioni dell'occupazione.

A-1

— Parità di trattamento rispetto ai lavoratori nazionali per quanto riguarda:



A-1.00

— il diritto di accedere al posto vacante;



Un lavoratore proveniente da un altro Stato membro ha gli stessi diritti dei lavoratori inglesi per quanto riguarda l'accesso ad un posto vacante.

A-1.10

— il diritto di beneficiare dell'assistenza degli uffici di manodopera per la ricerca di un impiego;



Se il lavoratore desidera che il servizio di collocamento in Gran Bretagna gli trovi un impiego adeguato prima di recarsi in questo paese, deve curare di trasmettere, attraverso l'agenzia di collocamento nazionale del suo paese, i particolari del suo curriculum e le sue esigenze in materia di occupazione. È naturale che i datori di lavoro in Gran Bretagna vogliano assicurarsi che un dato lavoratore è in possesso delle qualifiche e delle referenze necessarie, prima di inoltrare un'offerta d'impiego, e sarebbe bene anche che il lavoratore accertasse che le sue qualifiche professionali o commerciali sono accettabili per il datore di lavoro. Se il lavoratore si trova già in Gran Bretagna, l'ufficio di manodopera locale del Ministero dell'occupazione (scambi di manodopera) sarà pronto a consigliarlo sulle possibilità di impiego, incluse le possibilità di ricevere un particolare occupazione, e si presentarlo a datori di lavoro che possono offrirgli



impieghi adatti. Gli uffici locali del servizio per l'occupazione dei giovani (uffici professionali) forniscono un servizio simile riservato ai giovani di età inferiore ai 18 anni. Ambo questi servizi sono gratuiti per coloro che cercano lavoro.

L'indirizzo dell'ufficio di manodopera o dell'ufficio professionale più vicino può essere reperito presso tutti gli uffici postali oppure sulla guida telefonica sotto l'intestazione EMPLOYMENT, DEPARTMENT OF oppure YOUTH EMPLOYMENT SERVICE.

Esistono servizi speciali per coloro che sono in possesso delle qualifiche necessari a svolgere in lavoro di funzionario, direttivo o professionale; per i lavoratori specializzati in lavori alberghieri e nel settore dell'alimentazione per i lavoratori del commercio e per i minorati fisici. Vi sono pure servizi di orientamento professionale per coloro che abbisognano del consiglio di esperti per la scelta di un impiego, o che intendono cambiarlo. Non vi è obbligo di ricorrere ad un servizio ufficiale di collocamento, a meno che non si voglia richiedere il sussidio di disoccupazione (il cui pagamento è soggetto ad alcune condizioni di pagamento di contributi) o altri sussidi; e nemmeno il datore di lavoro è obbligato a dare lavoro ad una persona perché questa è stato mandato da un ufficio di collocamento o professionale.

A-1.20 — il diritto di esercitare un impiego;



Il lavoratore ha gli stessi diritti dei lavoratori inglesi di esercitare un impiego nell'ambito delle sue capacità.

A-1.30 — l'esercizio dei diritti sindacali e di rappresentazione del personale nell'impresa.



Il lavoratore ha gli stessi diritti dei lavoratori inglesi per quanto riguarda l'adesione a un sindacato. L'Industrial Relations Act (legge sulle relazioni industriali) del 1971 conferisce alcuni diritti legali ai singoli lavoratori in materia di appartenenza ai sindacati e di attività sindacale. Questi diritti sono esposti particolareggiatamente nell'opuscolo "Rights of the Individual" che può essere ottenuto presso tutti gli uffici di collocamento della Gran Bretagna. La



legge dà diritto al lavoratore anche di adire un tribunale del lavoro se ritiene che un sindacato l'abbia trattato ingiustamente rifiutando di ammetterlo come membro o che il sindacato cui ha aderito l'abbia trattato ingiustamente in uno o più modi. Ulteriori informazioni su queste disposizioni sono contenute nello opuscolo "Registration" che può pure essere ottenuto presso tutti gli uffici di collocamento in Gran Bretagna.

A-2

— Il rilascio della «carta di soggiorno di cittadino di uno Stato membro della CEE» per:



A-2.00

— i lavoratori permanenti



Il cittadino di uno Stato membro (che non sia cittadino del Regno Unito o della Repubblica d'Irlanda) che lavori e desideri rimanere in Gran Bretagna per più di sei mesi deve avere un permesso di soggiorno; questo si applica a tutti i lavoratori. Il lavoratore che richiede un permesso di soggiorno deve riempire il modulo CEEL, che può essere ottenuto presso la stazione di polizia o gli uffici locali del Ministero del lavoro (Department of Employment) e inviarlo al Ministero dell'interno (Home Office) con due fotografie recenti formato tessera, il suo passaporto o la sua carta d'identità e la notifica del permesso di ingresso (IS 120) rilasciatogli all'arrivo in Gran Bretagna.

A-2.10

— i lavoratori frontalieri;



Non esistono disposizioni in materia per la Gran Bretagna.

A-2.20

— i lavoratori stagionali.



Non è necessario il permesso di soggiorno se il lavoro stagionale dura meno di sei mesi.



A-3

— Motivi di rifiuto della carta di soggiorno.



Il permesso di soggiorno puo essere rifiutato solo per motivi di ordine pubblico, di pubbliche sicurezza o di sanità pubblica. Rientra nei motivi di ordine pubblico il fatto che di soggiorno sia stato rifiutato ad un cittadino della CEE perché pur desiderando lo, non è riuscito a trovare un'occupazione o avviare un commercio, al sia termine di 6 mesi, oppure entro tale periodo sia stato soccorso dalla pubbliche assistenza.

A-4

— Accesso all'alloggio e alla proprietà dell'alloggio.



Il cittadino di uno Stato membro ha diritto allo stesso trattamento dei cittadini inglesi per quanto riguarda l'accesso all'alloggio, ma la maggior parte delle autorità proposte a questo settore hanno lunghe este di attesa per una sistemazione in affitto.

Non esistono disposizioni per l'ispezione degli alloggi. I particolari in materia di immobili da vendere da affittare sono pubblicati sui giornali nazionali e locali. Informazioni in materia possono essere ottenute anche dalla agenzie immobiliari.

A-5

— Possibilità di stabilirsi con la famiglia nei paesi ospitanti.



Il lavoratore ha il diritto di essere raggiunto dalla famiglia e dalle persone direttamente a carico, e i membri della famiglia a loro volta hanno gli stessi diritti del lavoratore. L'espressione "famiglia e persone direttamente a carico" significa (a) la moglie e i figli di età inferiore ai 21 anni o a carico del capofamiglia; (b) i parenti a carico nella linea ascendente del lavoratore e di sua moglie.

A-6

— Informazioni generali sulle disposizioni comunitarie in materia di sicurezza sociale per i lavoratori che si spostano all'interno della Comunità.



Non appena si è assicurato un impiego, il lavoratore deve recarsi al locale ufficio del Ministero della sanità e della sicurezza sociale (Department of Health and Social Security) per ottenere una tessera nazionale di assicurazione (National Insurance Card). I contri-



buti pagati a norma del regime nazionale di assicurazione sono obbligatori e servono ad ottenere il diritto di accedere alle prestazioni di sicurezza sociale in caso di necessità. La tessera nazionale di assicurazione reca in copertina il numero dell'assicurazione nazionale, e il lavoratore dovrebbe prender nota di questo numero e conservarlo con cura, poiché va indicate in caso di richiesta delle prestazioni del regime per disoccupazione, malattia, infortunio sul lavoro o maternità. In caso di disoccupazione egli deve rivolgersi al più vicino ufficio per i sussidi di disoccupazione, negli altri casi all'ufficio locale del Ministero della sanità e della sicurezza sociale. Le informazioni sull'entità dei contributi dell'assicurazione nazionale vengono fornite nella parte E.

A-7

— Consigli pratici.



Per l'orientamento dei lavoratori che vogliono trovare un'occupazione in Gran Bretagna è stato preparato un opuscolo esplicativo dal titolo "Working in Britain". Negli stati membri, ne dispensano copie di ufficio centrali del lavoro in Gran Bretagna, tutti uffici di collocamento del paese. Le informazioni sull'insegnamento della lingua in Gran Bretagna possono essere ottenute dagli uffici locali dell'istruzione, dagli uffici di consulenza civica o dagli uffici di collocamento del Ministero del lavoro.



A-0



- Allgemeine Informationen über die Gemeinschaftsbestimmungen auf dem Gebiet der «Freizügigkeit der Arbeitnehmer».

Jeder Staatsangehörige eines Mitgliedstaats hat das Recht, sich ohne Arbeitserlaubnis in Großbritannien - außer im öffentlichen Dienst - eine Arbeit zu suchen oder eine vorher besorgte Berufstätigkeit aufzunehmen, sofern er den Rechtsvorschriften oder Bestimmungen über die Beschäftigung britischer Arbeitnehmer nachkommt.

Anmerkung: Dieses Recht erstreckt sich zur Zeit nicht auf Nordirland oder die Isle of Man, weil dort Beschäftigungsbeschränkungen in Kraft sind.

A-1



- Gleichbehandlung mit den inländischen Arbeitnehmern hinsichtlich:

A-1.00



- des Rechtes, eine freie Stelle zu besetzen;

Ein Arbeitnehmer aus einem anderen Mitgliedstaat hat den gleichen Anspruch wie britische Arbeitnehmer hinsichtlich des Zugangs zu einer verfügbaren Stelle.

A-1.10



- des Rechtes auf Amtshilfe bei der Suche nach einer Beschäftigung

Wenn er den Wunsch hat, daß der Employment Service in Großbritannien ihm eine geeignete Stelle vor seiner Reise in dieses Land besorgt, so sollte er mit dem Stellenvermittlungsbüro seines Herkunftslandes vereinbaren, daß es Einzelheiten über seinen Werdegang (Ausbildung und Berufstätigkeit) und seine Stellenwünsche übersendet. Arbeitgeber in Großbritannien möchten sich natürlich vergewissern, daß ein bestimmter Arbeitnehmer die erforderliche Befähigung besitzt und Referenzen beibringen kann, bevor sie ein Stellenangebot machen, und er sollte deshalb zweckmäßigerweise überprüfen, ob seine berufliche Befähigung für einen Arbeitgeber annehmbar ist. Wenn er in Großbritannien ist, beraten ihn die örtlichen Arbeitsämter des Department of Employment (Arbeitsnachweis) gern hinsichtlich der Beschäftigungsmöglichkeiten einschließlich der Ausbildung für die Beschäftigung und machen ihn mit Arbeitgebern bekannt, die vielleicht geeignete Stellen anzubieten haben. Die örtlichen Büros des Youth Employment Service (careers offices) stehen jungen Leuten unter 18 Jahren mit einem ähnlichen Dienst zur Seite. Beide Ämter sind für Arbeitssuchende gebührenfrei. Die Anschrift des nächsten Arbeits-



amtes oder Careers Office ist in jedem Postamt oder in dem Telefonbuch unter der Überschrift EMPLOYMENT, DEPARTMENT OF or YOUTH EMPLOYMENT SERVICE zu finden. Es gibt einen Sonderdienst für Personen, die zur Ausübung leitender oder akademischer Tätigkeiten qualifiziert sind, für Facharbeiter im Hotel- und Gaststättengewerbe, für Arbeitnehmer im Handel sowie für Behinderte. Außerdem gibt es Arbeitsberatungsdienste für solche Personen, die fachmännischen Rat bei der Wahl einer Beschäftigung oder Erwägung eines Beschäftigungswechsels benötigen. Niemand muß den amtlichen Stellendienst in Anspruch nehmen, es sei denn es werden Arbeitslosenleistungen (deren Zahlung bestimmten Beitragsvoraussetzungen unterliegt) oder ergänzende Leistungen in Anspruch genommen; auch muß ein Arbeitgeber niemandem eine Stelle geben, weil er von einem Arbeitsamt oder einem Careers Office gesandt worden ist.

A-1.20



— des Rechtes, eine Beschäftigung auszuüben;

Er hat die gleichen Rechte wie britische Arbeitnehmer, eine Tätigkeit in einem Lohn- und Arbeitsverhältnis auszuüben.

A-1.30



— der Ausübung der gewerkschaftlichen Rechte und der Arbeitnehmervertretungen in den Betrieben.

Er hat die gleichen Rechte wie britische Arbeitnehmer hinsichtlich der Zugehörigkeit zu Gewerkschaften. Das Industrial Relations Act 1971 verleiht den einzelnen Arbeitnehmern eine Reihe von gesetzlichen Rechten in bezug auf die gewerkschaftliche Zugehörigkeit und Tätigkeit. Diese Rechte sind in der Schrift "Rights of the Individual" ausführlich dargelegt, die bei jedem Arbeitsamt in Großbritannien erhältlich ist. Das genannte Gesetz gibt außerdem einem Arbeitnehmer die Möglichkeit, bei einem Industriegericht Beschwerde zu erheben, wenn er der Ansicht ist, daß eine Gewerkschaft ihm die Mitgliedschaft mit Unrecht versagt oder eine Gewerkschaft, der er angehört, ihn in irgendeiner Weise nicht gerecht behandelt hat. Weitere Auskünfte über diese Vorschriften sind in der Schrift "Registration" enthalten, die bei jedem Arbeitsamt in Großbritannien erhältlich ist.

A-2



— Die Ausstellung der «Aufenthaltslaubnis für Angehörige eines Mitgliedstaats der EWG» für:



A-2.00

— Dauerarbeitnehmer,

Ein EWG-Arbeitnehmer (außer Staatsangehörige des Vereinigten Königreichs oder der Republik Irland), der in Großbritannien eine Berufstätigkeit ausübt und dort länger als sechs Monate bleiben möchte, benötigt eine Aufenthaltserlaubnis; dies gilt für sämtliche Arbeitnehmer. Ein Arbeitnehmer, der eine Aufenthaltserlaubnis benötigt, muß das Formular EWG 1 ausfüllen, das an Polizeistationen oder örtlichen Büros des Department of Employment erhältlich ist, und es mit zwei neueren Paßfotos, seinem Reisepaß oder seinem Personalausweis sowie den ihm bei der Ankunft in Großbritannien erteilten Vermerk "leave to enter" (IS 120) an das Home Office (Britische Innenministerium) senden.



A-2.10

— Grenzarbeitnehmer,

Es bestehen keine Großbritannien berührenden Grenzvereinbarungen.



A-2.20

— Saisonarbeitnehmer.

Es ist keine Aufenthaltsgenehmigung erforderlich, wenn die Dauer der Saisonarbeit weniger als sechs Monate beträgt.



A-3

— Beweggründe für die Verweigerung der Aufenthaltserlaubnis.

Eine Aufenthaltserlaubnis kann nur aus Gründen der öffentlichen Politik, der öffentlichen Sicherheit oder der öffentlichen Gesundheit verweigert werden. Die öffentliche Politik würde die Verweigerung einer Aufenthaltserlaubnis an einen EWG-Angehörigen zur Folge haben, der zwar den Wunsch hat, eine Anstellung zu suchen oder sich geschäftlich niederzulassen, dem dies jedoch nach Ablauf von sechs Monaten nicht gelungen ist, und auch einer Person, die innerhalb dieses Zeitraums von öffentlichen Mitteln unterhalten werden mußte.



A-4

— Zugang zur Wohnung und Erlangen des Wohnungseigentums.

Ein Staatsangehöriger eines Mitgliedstaats ist zu der gleichen Behandlung wie britische Staatsangehörige berechtigt, was den Zugang zur Wohnung angeht, doch haben die meisten Wohnungsbehörden lange Wartelisten für Mietwohnungen. Es bestehen keine



Vereinbarungen in bezug auf die Inspektion der Wohnungen. Einzelheiten über zum Verkauf stehende oder zu mietenden Wohnungen werden in Zeitungen auf Landesebene und in örtlichen Zeitungen veröffentlicht. Einschlägige Auskünfte sind bei den Immobilienmaklern erhältlich.

A-5



- Möglichkeit, mit der Familie im Aufnahmeland Wohnung zu nehmen.

Er ist berechtigt, seine Familie und seine unmittelbaren Angehörigen nachkommen zu lassen, und diese Familienangehörigen haben ihrerseits die gleichen Rechte wie der Arbeitnehmer selbst. Der Ausdruck "Familie und unmittelbare Angehörige" bedeutet (a) seine Ehefrau und seine Kinder, die noch nicht 21 Jahre alt sind oder denen er Unterhalt gewährt; (b) abhängige Verwandte des Arbeitnehmers und seiner Ehefrau in aufsteigender Linie.

A-6



- Allgemeine Informationen über die Gemeinschaftsbestimmungen auf dem Gebiet der sozialen Sicherheit für die innerhalb der Gemeinschaft wandernden Arbeitnehmer.

Sobald ein Arbeitnehmer sich eine Arbeitsstelle beschafft hat, muß er bei dem örtlichen Büro des Department of Health and Social Security vorsprechen, um eine "National Insurance Card" zu erhalten. Beiträge an das National Insurance Scheme sind obligatorisch und helfen den Versicherten, im Bedarfsfalle zu Leistungen aus der sozialen Sicherheit berechtigt zu sein. Die "National Insurance Card" zeigt die Versicherungsnummer auf der Vorderseite, und der Arbeitnehmer sollte sich diese Zahl notieren und sorgfältig aufbewahren, da er danach gefragt wird, wenn er Leistungen wegen Arbeitslosigkeit, Krankheit, gewerbliche Unfälle oder Mutterschaft unter diesem Schema beansprucht. Er muß sich in diesen Fällen an das nächste "unemployment benefit office" (Amt für Leistungen aus der Arbeitslosenversicherung) für Arbeitslosigkeitsleistungen wenden, sonst an das örtliche Büro des Department of Health and Social Security.

Über die Beitragssätze der National Insurance ist in Teil E Näheres angegeben.

A-7



- Praktische Hinweise.

Eine erläuternde Schrift "Working in Britain" (Arbeit in Großbritannien) wurde zur Orientierung der Arbeitnehmer angefertigt, die in Großbritannien eine Beschäftigung suchen. Exemplare dieser Schrift sind im Zentralbüro der Arbeitsverwaltung



in dem Mitgliedstaat oder, wenn der Arbeitnehmer bereits in Großbritannien ist, bei jedem Arbeitsamt dieses Landes erhältlich.

Auskünfte über Sprachenausbildung in Großbritannien sind bei einem örtlichen education office (Amt für Bildungswesen), einem citizen's advice bureau (Büro für Beratung der Staatsbürger) oder bei einem Arbeitsamt des Department on Employment erhältlich.



A-0

— Algemene inlichtingen over de Gemeenschapsbepalingen inzake «het vrije verkeer van werknemers».

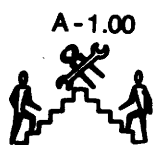
Ieder onderdaan van een lid-staat heeft het recht om in Groot-Brittannië werk te zoeken of een aldaar eerder gevonden betrekking te bekleden zonder een werkvergunning, behoudens in openbare dienst, op voorwaarde dat hij voldoet aan de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen welke op de tewerkstelling van Britse werknemers van toepassing zijn.

Opmerking : Dit recht strekt zich voor het ogenblik niet uit tot Noord-Ierland of het Eiland Man, aangezien daar beperkingen van de tewerkstelling van kracht zijn.



A-1

— Gelijkheid van behandeling met de nationale werknemers inzake:



A-1.00

— het recht om op een openstaande betrekking in te gaan;

Wat betreft het aanvaarden van openstaande betrekkingen, heeft een werknemer uit een andere lid-staat dezelfde rechten als Britse werknemers.



A-1.10

— het recht op bijstand van de arbeidsbureaus bij het zoeken naar werk;

Personen die wensen dat de arbeidsbureaus in Groot-Brittannië voor hen een passende betrekking vinden voor zij naar dat land reizen, dienen het nationale arbeidsbureau in hun eigen land te verzoeken om de gegevens betreffende zijn opleiding en vroegere betrekkingen alsmede zijn wensen ter zake van het gezochte werk aan de Britse dienst toe te zenden.

De werkgevers in Groot-Brittannië wensen uiteraard zich ervan te overtuigen dat de betrokken werknemer over de noodzakelijke vaardigheden en referenties beschikt alvorens zij hem een betrekking aanbieden, het is dan ook aan te raden zich ervan te vergewissen dat de verworven beroepskwalificaties voor een werkgever aanvaardbaar zijn.

Indien de buitenlander zich reeds in Groot-Brittannië bevindt, zijn de lokale arbeidsbureaus (employment exchanges) van het Department of Employment (ministerie van Tewerkselling) bereid hem te adviseren betreffende de arbeidsmogelijkheden, inclusief de mogelijkheden voor beroepsopleiding, en hem voor te stellen aan werkgevers die hem eventueel een passende betrekking kunnen aanbieden.



De plaatselijke bureaus (careers offices) van de Youth Employment Service (Jeugdwerkdienst) verstrekken dezelfde diensten voor jongeren tot 18 jaar.

Voor de werkzoekende zijn al deze diensten gratis. Het adres van het dichtsbijzijnde arbeidsbureau of jeugdwerkdienstbureau kan worden gevraagd in ieder postkantoor of opgezocht in de telefoongids onder EMPLOYMENT, DEPARTMENT OF of YOUTH EMPLOYMENT SERVICE.

Er zijn speciale plaatsingsdiensten voor personen die leidinggevende, directie - of academische functies kunnen vervullen, voor geschoolde krachten uit de horecasector, voor handelspersoneel en voor gehandicapten.

Er bestaan ook beroepskeuzediensten voor personen die behoefte hebben aan deskundig advies inzake het kiezen van een beroep of het eventueel veranderen van werkring.

Niemand is verplicht van de diensten der officiële arbeidsbureaus gebruik te maken tenzij hij werklozensteun (unemployment benefit) wenst te ontvangen (waarvan de uitkering afhankelijk is van bepaalde voorwaarden inzake bijdragen) dan wel aanvullende steun (supplementary benefit) evenmin is een werkgever verplicht iemand een betrekking te geven omdat hij door een arbeidsbureau of een jeugdwerkdienstbureau is gestuurd.

A-1.20



— het recht om arbeid in loondienst te verrichten;

De buitenlander heeft hetzelfde recht als Britse werknemers om arbeid in loondienst te verrichten.

A-1.30



— het recht tot uitoefening van syndicale rechten en van vertegenwoordiging van het personeel in de onderneming.

Buitenlanders hebben dezelfde rechten als Britse werknemers ten aanzien van het lidmaatschap van vakbonden. De wet op de industriële betrekkingen van 1971 (Industrial Relations Act 1971) kent de individuele werknemer een aantal wettelijke rechten toe ten aanzien van vakbondslidmaatschap en vakbondactiviteit. Deze rechten zijn gedetailleerd uiteengezet in de brochure "Rights of the Individual" ("Rechten van het individu") die bij ieder arbeidsbureau in Groot-Brittannië verkrijgbaar is.

De wet geeft de werkgever eveneens het recht zich tot een arbeidsrechtbank (industrial tribunal) te wenden, wanneer hij van mening is dat een vakbond hem onrechtvaardig behandelt door hem het lidmaatschap te weigeren of dat de vakbond waarbij hij aangesloten is hem op een andere wijze onrechtvaardig behandelt. Verdere informatie inzake deze bepalingen vindt men



in de brochure "Registration" die eveneens bij alle arbeidsbureaus in Groot-Brittannië verkrijgbaar is.

A-2



— De verlening van de «verblijfskaart aan een onderdaan van een lid-staat der EEG» voor:

A-2.00



— de blijvende werknemers,

Onderdanen van andere lid-staten dan het Verenigd Koninkrijk of de Ierse Republiek die in Groot-Brittannië werken en daar langer dan zes maanden wensen te blijven, hebben een verblijfsvergunning nodig ; dit geldt voor alle werknemers. Een werknemer die een verblijfsvergunning wenst, dient het formulier EECI in te vullen dat verkrijgbaar is in politiekantoren of plaatselijke bureaus van het ministerie van Tewerkstelling. Dit formulier dient te worden gezonden naar het ministerie van binnenlandse zaken (Home Office), te zamen met twee recente pasfoto's, de reispas of identiteitskaart en het toelatingsformulier ("notice of leave to enter") (IS I20) dat de aanvrager bij zijn aankomst in Groot-Brittannië heeft ontvangen.

A-2.10



— de grensarbeiders,

Er bestaan in Groot-Brittannië geen desbetreffende regelingen.

A-2.20



— de seizoenarbeiders.

Een verblijfsvergunning is niet vereist indien de seizoenarbeid minder dan 6 maanden duurt.

A-3.



— Redenen van weigering van de verblijfskaart.

Een verblijfsvergunning kan alleen worden geweigerd om redenen van openbaar beleid, openbare veiligheid of volksgezondheid. Om redenen van openbaar beleid wordt de vergunning geweigerd aan een EEG-onderdaan die, hoewel hij werk wenst te vinden of een onderneming wenst te beginnen, daarin na zes maanden niet is geslaagd, evenals aan personen die binnen deze periode ten laste van de openbare begroting zijn gevallen.



A-4



— Recht op huisvesting en op eigendomsverwerving van woning.

Onderdanen van lid-staten hebben recht op hetzelfde behandeling als Britse onderdanen ten aanzien van de huisvesting, maar de meeste huisvestingsautoriteiten hebben lange wachtlijsten voor huurwoningen. Er bestaan geen voorzieningen voor inspectie van woningen. Gegevens betreffende te koop of te huur aangeboden woningen worden gepubliceerd in nationale of plaatselijke kranten. Dergelijke informatie kan ook worden verkregen van makelaars in onroerende goederen.

A-5



— Mogelijkheid van vestiging met de familie in het land van verblijf.

De betrokkenen hebben het recht hun gezin en de rechtstreeks van hen afhankelijke personen te laten overkomen, en deze gezinsleden hebben op hun beurt dezelfde rechten als de werknemer zelf. De uitdrukking "gezin en rechtstreeks afhankelijke personen" betekent (a) zijn echtgenoot en zijn kinderen tot 21 jaar of die door hem onderhouden worden; (b) ascendenten die door de werknemer of zijn echtgenoot worden onderhouden.

A-6



— Algemene inlichtingen over de Gemeenschapsbepalingen inzake sociale zekerheid voor de werknemers die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen.

Zodra hij werk heeft gevonden, dient de werknemer zich aan te melden bij het plaatselijke bureau van het ministerie van Volksgezondheid en Sociale zekerheid (Department of Health and Social Security) om zijn nationale verzekeringskaart (National Insurance Card) te verkrijgen. De bijdragen voor het stelsel van nationale verzekering (National Insurance Scheme) zijn verplicht en geven recht op sociale uitkeringen wanneer de voorwaarden daarvoor vervuld zijn. De nationale verzekeringskaart vermeldt op de voorzijde het nationale verzekeringsnummer (National Insurance number); de werknemer dient hiervan aantekening te maken en dit nummer goed te bewaren, daar hem zal worden gevraagd dit nummer op te geven wanneer hij aanspraak maakt op de uitkeringen voor werkloosheid, ziekte, arbeidsongevallen of moederschap van het verzekeringsstelsel.

Onder dergelijke omstandigheden dient hij zich te wenden tot het naaste bureau voor werkloosheidsuitkeringen (unemployment benefit office) voor werklozensteun en tot het plaatselijke bureau van het ministerie van Volksgezondheid en Sociale zekerheid in andere gevallen.

A-7



— Praktische raadgevingen.

Een informatiebrochure "Working in Britain" (Werken in Groot-Brittannië) is uitgegeven ten behoeve van werknemers die in Groot-Brittannië een betrekking wensen te zoeken. Exemplaren



van deze brochure kunnen worden verkregen van het hoofdbureau van de plaatsingsdiensten in de lid-staat of, wanneer de werknemer reeds in Groot-Brittannië is, van ieder arbeidsbureau in dat land.

Informatie over taalcursussen in Groot-Brittannië kan worden verkregen van het plaatselijke onderwijsbureau (local education office), het bureau voor voorlichting der burgers (citizen's advice bureau) of de arbeidsbureaus van het ministerie van Tewerkstelling.



A-0



- General information on the Community provisions with regard to «freedom of movement of workers».

Every national of a member state has the right to look for work or take up a job previously obtained in Great Britain without a work permit except in the public service, subject to his complying with legislation or regulations governing the employment of British workers.

Note: This right does not extend at present to N Ireland or the Isle of Man because there are employment restrictions in force.

A-1



- Equality of treatment with national workers as regards:

A-1.00

- the right to fill a vacancy;



A worker from another member state has the same rights as British workers, as regards taking up an infilled job.

A-1.10



- the right to benefit from the assistance of employment offices to find employment;

If he would like the Employment Service in Great Britain to find him a suitable job before travelling to this country, he should arrange for the national placement agency in his own country to forward details of his educational and employment background and his employment needs. Employers in Great Britain will of course want to satisfy themselves that a particular worker has the necessary skills and references before making an offer of employment and it would be as well if he made certain that his professional or trade qualifications were acceptable to an employer. If he is in Great Britain the local employment offices of the Department of Employment (employment exchanges) will be ready to advise him about employment opportunities including training for employment and to introduce him to employers who may have suitable jobs to offer. The local offices for the Youth Employment Service (careers offices) provide a similar



service for young people under age 18. Both these services are free to those seeking work. The address of the nearest employment office or careers office can be found at any post office or in the telephone directory under the heading EMPLOYMENT, DEPARTMENT OF or YOUTH EMPLOYMENT SERVICE. There are special services for those who are qualified to carry-out executive, managerial or professional work; for skilled workers in the hotel and catering trades; for commercial workers; and for disabled persons. There are also occupational guidance services for those who need expert advice in choosing or considering a change of occupation. No one has to use the official placement service unless they wish to claim unemployment benefit (payment of which is subject to certain contribution conditions) or supplementary benefit; nor is an employer obliged to give anyone a job because he has been sent by an employment or careers office.

Workers wishing to seek employment in Northern Ireland are advised to contact the Ministry of Health and Social Services, Employment Branch, Dondonald House Stormont, Belfast, before travelling to Northern Ireland.

A-1.20 — the right to follow employment;



He has the same rights as British workers to carry on work in an employed capacity.

A-1.30 — the exercise of trade union rights and of staff representation in the undertaking.



He has the same rights as British workers as regards union membership. The Industrial Relations Act 1971 confers a number of legal rights on individual workers in relation to union membership and activity. These rights are explained in detail in the pamphlet "Rights of the Individual" which is obtainable at any Employment Office in Great Britain. The Act also enables a worker to complain to an industrial tribunal if he considers that a union has been unfair in refusing to admit him to membership or that a union which he has joined has treated him unfairly in one of a number of other ways. Further information about these provisions is contained in the pamphlet "Registration"



which is also obtainable from any Employment Office in Great Britain. The Industrial Relations Act 1971 does not apply to Northern Ireland.

A-2

— The issue of the «residence permit for nationals of a Member State of the EEC» for:



A-2.00

— permanent workers;



A national of a member state (other than a national of the United Kingdom or Republic of Ireland) who is in work and wishes to stay in the United Kingdom for longer than six months needs a residence permit; this applies to all workers. A worker who requires a residence permit should complete form EEC 1 which is available at police stations or local offices of Department of Employment and send it to the Home Office with two recent passport photographs, his passport or identity card and the notice of "leave to enter" (IS 120) given to him on arrival in Great Britain.

A-2.10

— frontier workers;



There are no frontier arrangements affecting Great Britain.

A-2.20

- seasonal workers;



A residence permit is not required if the seasonal work is of less than 6 months duration.



A-3



— Reasons for refusal of residence permit.

A residence permit can only be refused on grounds of public policy, public security or public health. Public policy would entail the refusal of a residence permit to an EEC national who although wishing to seek employment or set up in business, has not succeeded in doing so at the end of six months and also a person who has fallen on public funds within that period.

A-4



— Access to housing and to the ownership of housing

A national of a member state is entitled to the same treatment as British nationals as regards access to housing but most housing authorities have long waiting lists for rented accommodation. Arrangements do not exist for the inspection of lodgings. Details of property for sale or renting are published in national and local newspapers. Relevant information may also be obtained from estate agents.

A-5



— Possibility of the worker settling with his family in the host country

He has the right to be joined by his family and immediate dependants, and these family members in turn have the same rights as the worker himself. The phrase "family and immediate dependants" means (a) his spouse and children under the age of 21 years or dependant on him; (b) dependant relatives in the ascending line of the worker and his spouse.

A-6



— General information on the Community provisions with regard to social security for workers moving within the Community

As soon as he has secured a job a worker should go to the local office of the Department of Health and Social Security to obtain a National Insurance Card. Contributions paid under the National Insurance Scheme are compulsory and help people to qualify for social security benefits when the need arises. The National Insurance card will show the Natio-



nal Insurance number on the front and the worker should make a note of this number and keep it safely as he will be asked for it if he should make a claim to unemployment, sickness, industrial injuries or maternity benefit under the scheme. He should in such circumstances apply to his nearest unemployment benefit office for unemployment benefit and the local office of the Department of Health and Social Security in other cases, in Northern Ireland the nearest local office of the Ministry of Health and Social Services.

A-7

— Practical advice



An explanatory leaflet called "Working in Britain" has been prepared for the guidance of workers who wish to seek employment in Great Britain. Copies of this can be obtained from the Head Office of the employment service in the Member State or, when the worker is in Great Britain, from any employment office in that country. Information about language training in Great Britain can be obtained from a local education office, citizen's advice bureau, or employment office of the Department of Employment.



A-0



- Almindelige oplysninger om fællesmarkedsbestemmelser angående «arbejdskraftens fri bevægelighed».

Enhver statsborger fra et medlemsland har ret til at søge eller overtage arbejde i Storbritannien uden arbejdstilladelse, undtagen inden for den offentlige administration, efter samme love og bestemmelser der gælder for beskæftigelse af britiske arbejdere.

NB: Denne ret omfatter for tiden ikke Nord Irland og øen Man, hvor der er restriktioner.

A-1



- Ligebehandling med indenlandske lømodtagere angående:

A-1.00



- ret til en ledig beskæftigelse;

En arbejder fra et andet medlemsland har samme ret som britiske arbejdere til at overtage et ledigt job.

A-1.10



- retten til at få bistand fra arbejdsformidlingskontorerne til at søge en beskæftigelse;

Såfremt man ønsker bistand fra arbejdsformidlingen i Storbritannien til at finde et egnet job før indrejsen, bør man rette henvendelse til hjemlandets formidlingsorganer og få disse til at fremsende oplysninger om ens uddannelses- og beskæftigelsesmæssige baggrund og ønsker med hensyn til beskæftigelse.

Arbejdsgivere i Storbritannien ønsker naturligvis at sikre sig, at den enkelte arbejder har den nødvendige uddannelse og erfaring, før beskæftigelse tilbydes, og det vil være nok så godt, om arbejdstageren sikrer sig, at hans faglige kvalifikationer imødekommer en arbejdsgivers ønsker.



Befinder man sig i Storbritannien vil de lokale afdelinger af Department of Employment (arbejdsformidlingskontorer) være rede til at rådgive om beskæftigelsesmuligheder, herunder uddannelse, samt til at henvise til arbejdsgivere, som måtte have egnede jobs at tilbyde. De lokale afdelinger af Youth Employment Service (uddannelseskontorer) giver en tilsvarende service til unge under 18 år.

Begge former for service er gratis for de arbejdssøgende. Adressen på det nærmeste arbejdsformidlings- eller uddannelseskantor findes på ethvert postkontor eller i telefonbogen under overskriften EMPLOYMENT, DEPARTMENT OF eller YOUTH EMPLOYMENT SERVICE. Der er særlige kontorer for personer til ledende stillinger eller liberale erhverv, for faguddannede inden for hotel- eller restaurationsbranchen, for handels- og kontorfolk, og for vanføre. Der er også erhvervsvejledning til rådighed for dem, som behøver ekspert-rådgivning ved valg af erhverv eller overvejelse af erhvervsskift. Der er ingen pligt til at benytte de offentlige arbejdsanvisningskontorer, medmindre man ønsker at oppebære arbejdsløshedsunderstøttelse (som opnås på særlige betingelser) eller supplerende hjælp; der er heller ingen pligt for en arbejdsgiver til at antage en person, fordi pågældende er henvist af et arbejdsformidlings- eller uddannelseskantor.

.

A-1.20



— retten til at udøve en beskæftigelse;

Han har samme ret som britiske arbejdere til at udøve en beskæftigelse i et job.

A-1.30



— udøvelse af fagforeningsrettigheder og retten til personalerepræsentation i virksomheden.

Han har med hensyn til medlemskab af en fagforening samme rettigheder som en britisk arbejder.

Loven Industrial Relations Act fra 1971 fastslår et antal rettig-



heder for den enkelte arbejder i relation til medlemskab og virksomhed i en fagforening. Der er redegjort nærmere for disse rettigheder i brochuren "Rights of the Individual" (Den enkeltes rettigheder), som fås på ethvert arbejdsformidlingskontor i Storbritannien. Loven giver også en arbejder mulighed for at klage til en arbejdsret (industrial tribunal), hvis man mener, at en fagforening uberettiget har nægtet ham medlemskab, eller en fagforening, som han er medlem af, har behandlet ham ukorrekt på anden måde.

Yderligere oplysninger om disse bestemmelser findes i brochuren "Registration", som også fås på ethvert arbejdsformidlingskontor i Storbritannien.

A-2



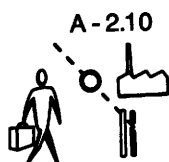
— Udstedelse af «opholdstilladelse for statsborgere i et EF medlemsland»:

A-2.00



— permanente arbejdere;

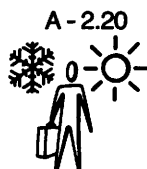
En statsborger fra et medlemsland (andre end statsborgere i det Forenede Kongerige eller republikken Irland), som er i arbejde og ønsker at opholde sig i Storbritannien udover 6 måneder, skal have en opholdstilladelse; i dette gælder alle arbejdere. En arbejder, som ønsker opholdstilladelse, skal udfylde blanket EEC 1, som fås på politistationer eller lokale afdelinger af Department of Employment og sende den til Home Office (indenrigsministeriet) sammen med 2 nye pasbilleder, pas eller identitetskort samt meddelelsen "ret til indrejse" (leave to enter) IS 120, som blev udleveret ved ankomsten til Storbritannien.



A-2.10

— grænsearbejdere;

Der er ingen grænsearrangementer, som berører Storbritannien.



A-2.20

— sæsonarbejdere;

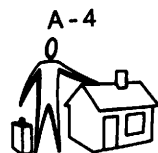
Opholdstilladelse kræves ikke, såfremt sæsonarbejdet varer mindre end 6 måneder.



A-3

— Grunde til nægtelse af opholdstilladelse

Opholdstilladelse kan kun afslås under henvisning til den offentlige orden, sikkerhed og sundhed. Den offentlige orden vil medføre nægtelse af opholdstilladelse til en EF-statsborger, for hvem det ikke er lykkedes at opnå beskæftigelse eller etablere forretning i løbet af 6 måneder, samt personer, som har oppebåret offentlig hjælp i denne periode.



A-4

— Adgang til bolig og til at eje en bolig

En statsborger fra et medlemsland har ret til samme behandling som britiske borgere med hensyn til opnåelse af bolig, men de fleste boligselskaber har lange ventelister for udlejningsejendomme. Der findes intet tilsyn med boliger. Oplysninger om ejendomme til salg eller leje findes i lokale og landsdækkende aviser. Orientering kan også fås fra ejendomsmæglere.



A-5

— Mulighed for at bosætte sig med familie i modtagerlandet

Han har ret til at få følgeskab af sin familie og umiddelbart afhængige personer, og disse familiemedlemmer har på deres side samme rettigheder som arbejdstageren selv. Vendingen "familie og umiddelbart afhængige personer" betyder: (a) ægtefælle og børn under 21 år eller som forsørges af ham; (b) forsørgede



slægtninge i opstigende linie af arbejdstageren og hans ægtefælle.

A-6



— Almindelige informationer om fællesmarkedsbestemmelserne vedrørende social sikkerhed for lønmodtagere, der flytter inden for Fælleskabet

Såsnart en arbejdstager har sikret sig et job, skal han opsøge den lokale afdeling af Department of Health and Social Security (Social- og sundhedsforvaltningen) for at få et National Insurance Card (socialsikringskort). Bidrag til National Insurance Scheme (socialsikring) er obligatoriske, og hjælper folk til at opnå ret til sociale ydelser, når behov viser sig. Socialsikringskortet vil på forsiden bære socialsikringsnummeret (National Insurance number), og arbejdstageren må bemærke sig dette nummer, da det skal opgives, såfremt man i henhold til ordningen søger arbejdsløsheds-, sygdoms-, arbejdsulykkes- og barselsydelser.

I sådanne tilfælde skal man henvende sig til nærmeste kontor for arbejdsløshedsydelser, og den lokale afdeling af Department of Health and Social Security i andre tilfælde.

Oplysninger om størrelsen af bidragene til socialsikring findes i Del E.

A-7



— Praktiske råd

En oplysende folder "Working in Britain" er udarbejdet som vejledning for arbejdstagere, som ønsker at søge beskæftigelse i Storbritannien. Eksemplarer kan fås hos de centrale arbejdsmarkedsmyndigheder i medlemslandet eller, når arbejdstageren er i Storbritannien, fra hvilket som helst arbejdsformidlingskontor.

Oplysning om sprogundervisning i Storbritannien kan fås hos det lokale kontor for undervisning, borgerrådgivningskontor eller arbejdsformidlingskontor under Department of Employment.

**Direction générale des Affaires sociales
Bureau européen de Coordination**

**Direzione generale degli Affari sociali
Ufficio europeo di Coordinamento**

**Generaldirektion Soziale Angelegenheiten
Europäisches Koordinierungsbüro**

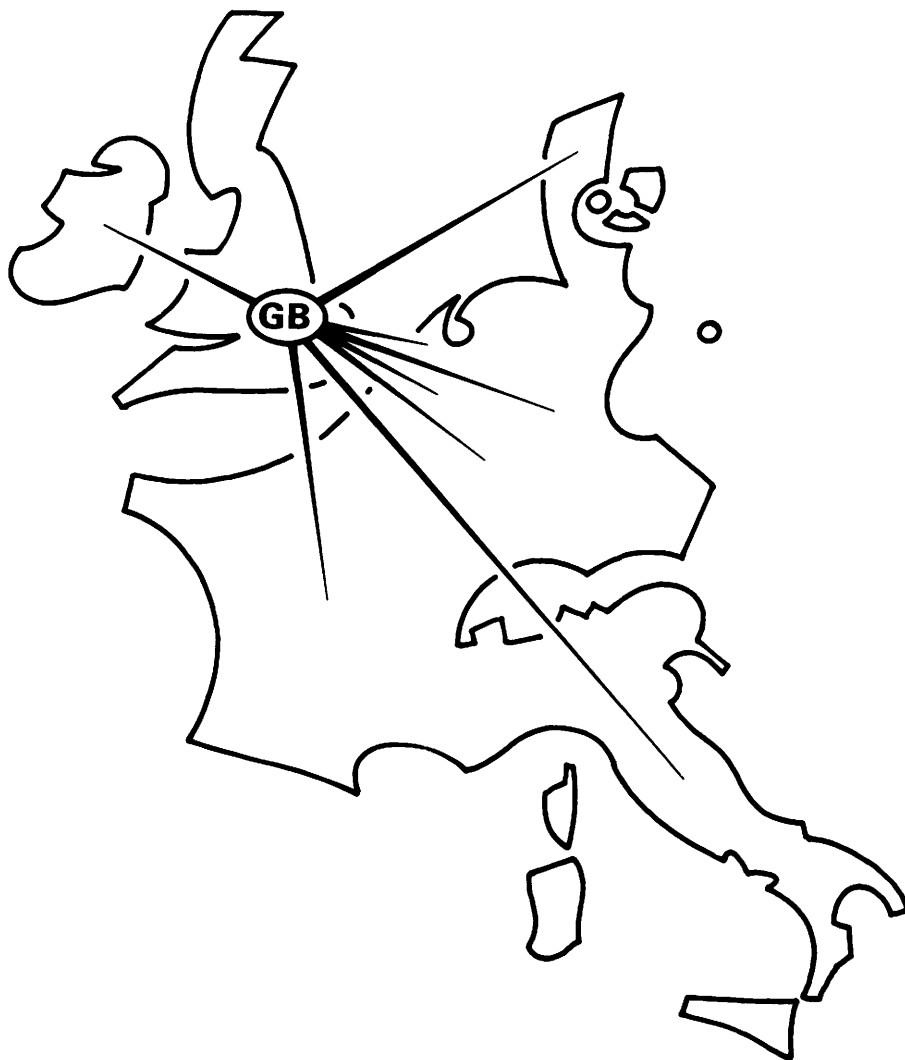
**Directoraat-Generaal Sociale Zaken
Europees Coördinatiebureau**

**Directorate General for Social Affairs
European Coordination Office**

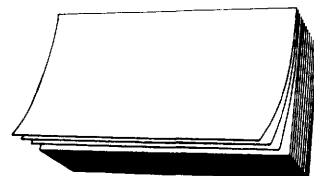
**Direktoratet for Sociale Anliggender
Det europæiske koordineringsbureau**



- INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE PAYS
- INFORMAZIONI GENERALI SUL PAESE
- ALLGEMEINE INFORMATIONEN ÜBER DAS LAND
- ALGEMENE INLICHTINGEN OVER HET LAND
- GENERAL INFORMATION ON THE COUNTRY
- ALMINDELIGE OPLYSNINGER OM LANDET



- Informations mises à jour le:*
- Informazioni aggiornate al:*
- Informationen auf den neuesten Stand gebracht am:*
- Inlichtingen op de nieuwste stand gebracht op:*
- Information brought up to date on:*
- Oplysninger ført à jour den:*





B-0

Situation géographique



- La Grande-Bretagne est située entre 8° de longitude ouest et 2° de longitude est, d'une part, et entre 50° et 61° de latitude nord, d'autre part. Elle est bornée par la Manche, la mer du Nord, l'Océan Atlantique, le canal St. Georges et la mer d'Irlande. L'Irlande du Nord groupe six comtés dans le nord-est de l'Irlande.

B-1

Superficie



- La superficie totale de la Grande-Bretagne est de 227.450 km² et celle de l'Irlande du Nord de 13.484 km².

B-2

Climat



- La Grande-Bretagne a un climat maritime tempéré frais, extrêmement variable. Les températures moyennes s'élèvent à $4,5^{\circ}$ C en janvier en Angleterre et au Pays de Galles et à 17° C en juillet dans le sud de l'Angleterre. Le niveau annuel moyen des précipitations est de 760 - 1020 mm dans les plaines de l'ouest de l'Angleterre, de 510 - 630 mm sur la côte est de 760 mm au centre du pays. Les précipitations se répartissent uniformément sur l'ensemble de l'année.

B-3

Population



- La population à la mi-1972 comptait:

	<u>Grande-Bretagne</u>
Hommes	26.342.100
Femmes	27.897.200
	<hr/>
Total	54.239.300
	<u>Irlande du Nord</u>
Hommes	746.800
Femmes	784.600
	<hr/>
Total	1.549.400



B-3.0

dont: population étrangère



- Le nombre d'étrangers est inconnu, mais le recensement de 1971 a révélé qu'il y avait à cette date 3.100.340 personnes en Grande-Bretagne dont le lieu de naissance était extérieur au Royaume-Uni, mais certaines d'entre elles sont évidemment des ressortissants britanniques. Le total correspondant n'est pas encore disponible pour l'Irlande du Nord.

B-3.1

travailleurs salariés occupés



- Le nombre de travailleurs salariés occupés à la mi-1972 était de:

	<u>Grande-Bretagne</u>
Hommes	13.418.000
Femmes	8.435.000
	<hr/>
	21.853.000
	<u>Irlande du Nord</u>
Hommes	292.000
Femmes	192.000
	<hr/>
	484.000

B-3.10

dont: agriculture



B-3.11

dont: industrie



B-3.12

dont: services





B-3.20

travailleurs étrangers occupés



- Il n'est pas possible de donner le nombre de travailleurs étrangers, mais le recensement de 1971 a révélé qu'il y avait à cette date en Grande-Bretagne 1.665.005 personnes actives, déduction faite des étrangers enrôlés dans les forces armées, dont le lieu de naissance est extérieur au Royaume-Uni, mais certaines d'entre elles sont évidemment des sujets britanniques. Le chiffre correspondant pour l'Irlande du Nord n'est pas encore connu.

B-3.21

dont: travailleurs communautaires



B-4

Capitale



- La capitale du Royaume-Uni est Londres.

B-5

Langue



- La langue est l'anglais.

B-6

Régime politique



- Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est une monarchie constitutionnelle où le souverain héréditaire est le chef de l'Etat. Le Parlement comprend deux chambres, une chambre des communes avec 630 membres élus et une chambre des Lords. Des élections générales se déroulent au moins une fois tous les cinq ans. Seuls les sujets britanniques (y compris les ressortissants du Commonwealth ou des ressortissants de la république d'Irlande âgés de 18 ans révolus ont droit de vote.

B-7

Economie



- Le Royaume-Uni est un pays hautement industrialisé, spécialisé dans tous les types d'industrie et dans le commerce. La répartition suivante des différentes bran-



ches d'activité a été établie sur la base du pourcentage de la population assurée qu'elles occupent:

Agriculture:	1,6%
Industrie:	45,7%
Services:	52,7%

Le chômage a diminué au cours du premier trimestre de 1973 et il n'y a aucune raison de croire que cette tendance puisse se renverser. Toutes les branches d'activité profitent de cette amélioration, mais c'est dans le bâtiment et dans les constructions mécaniques que l'amélioration est la plus notable.

B-8

Enseignement



B-8.0

Organisation scolaire



B-8.1

Obligation scolaire



- L'enseignement de plein exercice est obligatoire pour tous les enfants de 5 à 16 ans résidant dans le Royaume-Uni, mais ces élèves peuvent poursuivre volontairement leurs études après 16 ans. La fréquentation des écoles maternelles, dont le nombre est d'ailleurs limité, n'est pas obligatoire pour les enfants de moins de cinq ans. L'enseignement est gratuit pour tous les enfants fréquentant des écoles publiques. Les parents peuvent envoyer leurs enfants à des écoles payantes.

La fréquentation des établissements d'enseignement supérieur c'est-à-dire des universités, des écoles polytechniques et autres grandes écoles, des écoles normales, des cours pour adultes et des centres du Youth Service (service de la jeunesse) est libre.

L'admission à un établissement d'enseignement supérieur relève de la compétence de l'établissement intéressé. L'admission n'est assortie d'aucune condition de nationalité, bien que les étudiants doivent généralement pouvoir justifier d'une connaissance satisfaisante de la



langue anglaise. L'étudiant qui remplit les conditions minimales d'admission n'a toutefois pas automatiquement droit, comme dans certains pays, à l'accès aux cours.

Les étudiants qui résident de façon régulière au Royaume-Uni depuis moins de trois ans avant le début de leurs cours doivent payer un droit annuel de fréquentation de 250 livres dans les universités et dans les établissements d'enseignement supérieur ou de 150 livres dans les autres écoles. Les étudiants qui entament leurs études universitaires ou des études de niveau équivalent et qui ont résidé en Grande-Bretagne pendant les trois années précédentes (et qui remplissent diverses autres conditions dans lesquelles n'intervient aucun critère de nationalité) peuvent obtenir des bourses, dont le montant varie en fonction de leur situation financière, destinées à couvrir une partie des frais d'inscription et de fréquentation des cours. Les demandes de bourse introduites par des étudiants fréquentant d'autres cours sont examinées sur la base des mérites de ces derniers.

L'enseignement de l'anglais aux immigrants est organisé par les autorités locales responsables de l'éducation. Les enfants d'immigrants en âge scolaire sont testés dans des services centraux d'orientation ou des centres d'accueil avant d'être initiés à la vie, à la langue et à la culture anglaises. Une fois à l'école, ces enfants peuvent suivre des cours spéciaux d'anglais donnés soit par des éducateurs auxiliaires ou des professeurs à temps partiel, soit dans des classes de rattrapage ou autres classes spéciales, ou encore des cours intensifs donnés dans un centre spécialisé. Des cours d'anglais sont organisés dans les centres de perfectionnement et d'éducation pour adultes pour les immigrants qui ont dépassé l'âge scolaire. Des renseignements détaillés sur l'organisation scolaire peuvent être obtenus auprès du:

"Department of Education and Science" (Ministère de l'éducation et des sciences), Elizabeth House, York Road, London SE1 (pour l'Angleterre et le pays de Galles)

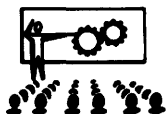
"Scottish Education Department" (Ministère écossais de l'éducation), 6-7 Coates Place, Edinburg EH3 7AA (pour l'Ecosse)

"Ministry of Education (Ministère de l'éducation), Rathgael, Ballo Road, Bangor, Co Down N. Ireland (pour l'Irlande du Nord).



B-8.2

Organisation de la formation professionnelle



- Les candidats aux professions libérales sont formés dans les instituts polytechniques, les universités, diverses grandes écoles et écoles spécialisées (droit, architecture, physiothérapie, etc.). La durée et la nature de cette formation variant d'une profession à l'autre, il y aurait lieu de consulter les institutions et associations professionnelles compétentes pour obtenir des renseignements détaillés sur cette formation ainsi que sur les établissements autorisés à la dispenser. Les demandes de bourse d'études sont généralement introduites auprès des services locaux responsables en matière d'éducation.

B-9

La politique sociale et les partenaires sociaux (bref aperçu)



- Les travailleurs étrangers bénéficient des mêmes conditions de travail et de rémunération que les travailleurs britanniques et jouissent des mêmes droits qu'eux en matière d'adhésion aux organisations professionnelles. Les conditions de travail et de rémunération sont définies dans les conventions collectives conclues entre les grands syndicats et organisations d'employeurs. L'Industrial Relations Act¹ (Loi sur les relations de travail) de 1971 ainsi que d'autres dispositions législatives apportent des garanties sérieuses aux travailleurs en ce qui concerne les conditions de rémunération et de travail. Les modalités et conditions définies dans l'Employment Act² (Loi sur l'emploi) de 1959 amendée par l'Industrial Relations Act³ de 1971 procurent le moyen d'obliger un employeur à observer les stipulations des conventions collectives arrêtées dans son secteur. Le "Equal Pay Act⁴" (Loi sur l'égalité des salaires) de 1970 stipule qu'à partir du 19 décembre 1975, les travailleurs masculins et féminins ont droit à l'égalité de traitement en ce qui concerne les conditions de travail et de rémunération quand ils sont affectés à des emplois identiques ou assimilables auxquels un système de classification des emplois a attribué, en dépit de leurs différences, une valeur égale. Cette même loi oblige à éliminer les discriminations fondées sur le sexe des conventions collectives, des barèmes de salaires établis par les employeurs et des arrêtés ministériels fixant les salaires. D'autres problèmes importants sont actuellement étudiés dans de nombreuses firmes par les comités consultatifs paritaires, où les représentants des travailleurs sont généralement choisis dans les rangs des syndicats.



B-9.1

Organismes d'information et d'accueil



a) Demandes d'emploi:

Il est recommandé à un travailleur enquête d'emploi de consulter le bureau de main-d'oeuvre le plus proche. Ces bureaux figurent dans l'annuaire téléphonique sous "Employment - Department of" (ministère de l'emploi). Il peut également écrire au ministère de l'emploi (Department of Employment, HQES B3 7, St. Martin's Place, London WC2N 4JH) (Tel. 01 - 9307833). En Irlande du Nord: le Ministère de la Santé et des Services Sociaux - Secteur de l'Emploi - Dundonald House - Stormont - Belfast.

b) Demande de renseignements concernant la sécurité sociale:

Ces demandes devraient être adressées au bureau le plus proche du ministère de la santé et de la sécurité sociale. L'adresse de ces bureaux figure dans l'annuaire téléphonique sous "Health and Social Security - Department of" (ministère de la santé et de la sécurité sociale). En Irlande du Nord: le Ministère de la Santé et des Services Sociaux - Secteur de l'Emploi - Dundonald House - Stormont - Belfast.

c) Demande de renseignements concernant l'impôt sur les revenus:

Ces demandes devraient être introduites auprès du bureau des contributions le plus proche.

d) Les demandes de renseignements concernant les permis de séjour et les conditions d'entrée doivent être adressées au ministère de l'intérieur (Home Office, Lunar House, Wellesby Road, Croydon CR9 2BY) (Tel. 01 - 686-0688).

e) Demande de renseignements de portée générale:

Il y a un bureau de Service national d'informations dans la plupart des villes. L'adresse du bureau le plus proche figure dans l'annuaire téléphonique local ou peut être obtenue au bureau de poste. Ce service est en mesure d'informer et de guider le travailleur sur un très grand nombre de problèmes qui peuvent l'intéresser.



B-0

Situazione geografica



- La Gran Bretagna si estende tra gli 8° di longitudine Ovest e i 2° Est, e tra i 50° di latitudine Nord e i 61° Nord. Confina con la Manica, il Mare del Nord, l'Oceano Atlantico, il Canale di San Giorgio e il Mare d'Irlanda. L'Irlanda del Nord consiste in sei contee situate nelle zona Nord-Est dell'Irlanda.

B-1

Superficie



- La superficie totale della Gran Bretagna è di 227.450 km². La superficie dell'Irlanda del Nord è di 13.484 km².

B-2

Clima



- Il clima è fresco temperato marittimo, ed è estremamente variabile. La temperatura media di gennaio in Inghilterra e nel Galles è di 4,5° C. In luglio la temperatura media nel Sud dell'Inghilterra è di 17° C. La media annua delle precipitazioni nelle aree di pianura della Costa occidentale dell'Inghilterra è di 760-1020 mm; sulla Costa Orientale di 510-630 mm e nelle Midlands (contee dell'Inghilterre centrale) è di 760 mm. Le precipitazioni sono distribuite uniformemente durante tutto l'anno.

B-3

Popolazione



- La popolazione a metà del 1972 era:

	<u>Gran Bretagna</u>
Uomini	26.342.100
Donne	27.897.200
Totale	<hr/> 54.239.300
	<u>Irlanda del Nord</u>
Uomini	746.800
Donne	784.600
Totale	<hr/> 1.549.400



B-3.0 di cui: popolazione straniera



- Non è possibile fornire dati relativi alla popolazione straniera, ma dal censimento del 1971 è risultato che in Gran Bretagna vi erano 3.100.340 persone nate fuori del Regno Unito; naturalmente un certo numero di esse avevano la cittadinanza inglese. Il totale per l'Irlanda del Nord non è ancora disponibile.

B-3.1 lavoratori dipendenti occupati



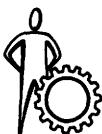
- Numero dei lavoratori dipendenti occupati, a metà del 1972:

	<u>Gran Bretagna</u>
Uomini	13.418.000
Donne	8.435.000
	<hr/>
	21.853.000
	<u>Irlanda del Nord</u>
Uomini	292.000
Donne	192.000
	<hr/>
	484.000

B-3.10 di cui: agricoltura



B-3.11 di cui: industria



B-3.12 di cui: servizi





B-3.20

lavoratori stranieri occupati



Non è possibile dare il numero dei lavoratori stranieri occupati, ma dal censimento del 1971 è risultato che in Gran Bretagna vi erano 1.665.005 persone economicamente attive, esclusi i militari, nate fuori del Regno Unito - alcune naturalmente avevano la cittadinanza britannica. Il totale per l'Irlanda del Nord non è ancora disponibile.

B-3.21

di cui: lavoratori Comunitari



B-4

Capitale



- La capitale del Regno Unito è Londra.

B-5

Lingua



- La lingua usata è l'inglese.

B-6

Regime politico



- Il Regno Unito di Gran Bretagna dell'Irlanda del Nord è una monarchia costituzionale in cui il Sovrano ereditario è il Capo dello Stato. Il Parlamento si compone di due camere, la Camera dei Comuni con 630 membri, designati per mezzo di elezioni, e la Camera dei Lords. Le elezioni politiche si tengono almeno ogni 5 anni. Hanno diritto di voto solo le persone di 18 anni ed oltre che siano cittadini britannici (inclusi i cittadini del Commonwealth) o cittadini della Repubblica Irlandese.

B-7

Economia



- L'economia del Regno Unito è altamente sviluppata e prevalentemente industriale. La ripartizione dei settori economici, in percentuale della popolazione assicurata è la seguente:

agricoltura	1,6 %
industria	45,7 %
servizi	52,7 %

La disoccupazione durante il primo trimestre del 1973 è diminuita, e non vi sono motivi di supporre che questa tendenza non debba continuare. Tutte le industrie partecipano a questo miglioramento, ma principalmente l'edilizia e la metal meccanica.

B-8

Istruzione



B-8.u

Assetto scolastico



B-8.1

Obbligo scolastico



- La scuola a tempo pieno è obbligatoria per tutti i giovani dai 5 ai 16 anni, residenti nel Regno Unito che possono continuare a frequentarla facoltativamente dopo i 16 anni. L'istruzione prescolastica per bambini al di sotto dei 5 anni non è obbligatoria, e le disponibilità sono limitate. L'istruzione è gratuita per tutti i bambini che frequentano scuole pubbliche. I genitori possono scegliere di far frequentare ai figli altre scuole a pagamento.

L'istruzione post-scolastica è facoltativa; esse include l'università, i politecnici ed altri istituti d'istruzione superiore, gli istituti d'istruzione per la formazione d'insegnanti, nonché corsi d'istruzione per adulti e il servizio per la gioventù.

L'ammissione ad un corso di istruzione superiore od avanzata viene decisa dalla singola università o istituto. Non vi sono restrizioni all'accesso basate sulla nazionalità, benché



gli studenti normalmente debbano provono di possedere una buona conoscenza dell'inglese. Tuttavia, il possesso delle qualifiche minime necessarie all'accesso non dà automaticamente allo studente il diritto ad un dato posto, come avviene in alcuni paesi.

Gli studenti che hanno risieduto normalmente nel Regno Unito per meno di tre anni prima dell'inizio del loro corso devono pagare una tassa di frequenza di 250 sterline l'anno nelle università e per i corsi avanzati negli istituti di educazione superiore, e 150 sterline l'anno per i corsi non avanzati. Gli studenti che frequentano la prima classe o corsi corrispondenti o corsi per divenire insegnanti e che abbiano vissuto nel paese per i tre anni precedenti al loro corso (e che soddisfano altre determinate condizioni non discriminanti dal punto di vista della nazionalità) possono ricevere sovvenzioni per il pagamento delle tasse di frequenza e di vitte e alloggio, secondo le loro condizioni finanziarie. Le domande di aiuto finanziario provenienti da studenti che frequentano altri corsi vengono valutate in base al merito.

Le autorità locali preposte all'istruzione prevedono disposizioni speciali per l'insegnamento dell'inglese ai lavoratori migranti. I figli dei migranti in età scolare vengono assegnati a centri di consulenza o a centri di ricevimento che impartiscono loro un'introduzione generale alla vita, alla lingua e alla cultura inglese. Quando i bambini sono a scuola, possono ricevere un speciale insegnamento dell'inglese in parecchi modi diversi, attraverso un'aiuto sussidiario supplementare o insegnanti a tempo parziale, o attraverso la costituzione di gruppi e di classi speciali all'interno della scuola, o con un'insegnamento intensivo in un centro speciale. E' possibile ai lavoratori migranti che abbiano superato l'età scolastica frequentare corsi di lingua inglese, presso i centri d'istruzione superiore e per adulti. Informazioni particolareggiate sul sistema dell'istruzione possono essere ottenute dalle seguenti istituzioni:

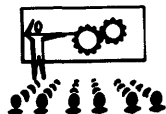
Deptment of Education and Science, Elizabeth House, York Road, London SE1 (per l'Inghilterra e il Galles).

Scottish Education Department, 6-7 Coates Place, Edinburgh EH3 7AA (per la Scozia)

Ministry of Education, Rathgael, Ballo Road, Bangor, Co Down N Ireland (per l'Irlanda del Nord).

B-8.2

Assetto della formazione



- Una formazione professionale, che include corsi di laurea, si può ottenere presso i politecnici, le università, alcuni istituti d'educazione superiore e gli istituti professionali (ad es. legge, architetture, fisioterapia ecc.). La durata e il tipo di formazione variano da professione a professione; per i particolari in materia di formazione e di istituti riconosciuti per la formazione bisogna consultare gli istituti o le associazioni professionali. Le domande di sussidi durante il periodo di formazione vengono fatte abitualmente attraverso la Local Education Authority (autorità locale preposte all'istruzione).

B-9

La politica sociale e le parti sociali (breve resoconto)



- I lavoratori stranieri godono delle stesse condizioni di lavoro e di retribuzione dei lavoratori inglesi, e hanno gli stessi diritti in materia di adesione ai sindacati. Le condizioni di lavoro e di retribuzione sono disciplinate da contratti collettivi conclusi tra i sindacati più rappresentativi e le organizzazioni dei datori di lavoro. L'Industrial Relations Act del 1971 e altre leggi forniscono al lavoratore una tutela notevolmente estesa in materia di relazioni e condizioni di lavoro. La clausole e le condizioni contenute nel Employment Act (legge sull'occupazione) del 1959, modificate dall'Industrial Relations Act del 1971, prevedono i mezzi legali per imporre ai datori di lavoro l'osservanza della clausole e condizioni stabilite dai contratti collettivi nella loro industria. L'Equal Pay Act (legge sulla parità delle retribuzioni) del 1970 stabilisce, a partire dal 19 dicembre 1975, il diritto degli uomini e delle donne alla parità di trattamento per quanto riguarda le clausole e le condizioni dell'occupazione, quando siano impiegati in uno stesso lavoro o in un lavoro molto simili o abbiano occupazionali quali, benché diverse, viene attribuito lo stesso valore nel regime di valutazione del lavoro. Queste legge impone anche che le disposizioni separate per uomini e donne vengano tolte dai contratti collettivi, dagli schemi di retribuzione dei datori di lavoro e dai fogli paga. In molte aziende altri problemi importanti vengono esaminati e valutati da comitati consultivi paritetici, in cui i rappresentanti dei lavoratori provengono di solito dai sindacati.

B-9.1

Enti assistenziali



a) Informazioni sul collocamento:

Si consiglia ad un lavoratore che cerca un impiego di rivolgersi al più vicino ufficio di collocamento. L'indirizzo



si può trovare sulla guida telefonica sotto l'intestazione "Employment - Department of". Il lavoratore può altresì scrivere al Department of Employment, HG ES B3 7 St. Martin's Place, London WC2N 4JH, tel 01 - 9307833.

In Irlanda del Nord: el Ministry of Health and Social Services, Employment Branch, Dundonald House, Stormont - Belfast.

b) Informazioni in materia di sicurezza sociale:

Le richieste vanno rivolte al più vicino ufficio del ministero della Sanità e della Sicurezza sociale. L'indirizzo si può trovare nella guida telefonica sotto l'intestazione Department of Health and Social Security.

In Irlanda del Nord: el Ministry of Health and Social Services, Employment Branch - Dundonald House, Stormont - Belfast.

c) Informazioni sull'imposta sul reddito: Le richieste possono essere fatte al più vicino ufficio delle imposte.

d) Informazioni sui permessi di soggiorno e le condizioni d'ingresso possono essere ottenute presso Home Office, Lunar House, Wellesby Road, Croydon CR9 2BY. Tel 01 - 686-0688.

e) Informazione generali:

Nella maggior parte della città esiste un Citizens Advice Bureau (Ufficio d'informazione dei cittadini); l'indirizzo del più vicino si può trovare nella guida telefonica locale o presso l'ufficio postale. Questa organizzazione può fornire informazioni ed orientamento su una grande quantità d'argomenti che possono interessare i lavoratori.



B-0

Lage



- Grossbritannien liegt zwischen den Längengraden 8° West und 2° Ost und den Breitengraden 50° Nord und 61° Nord. Es wird von dem englischen Kanal, der Nordsee, dem atlantischen Ozean, dem St. Georg-Kanal und der Irischen See begrenzt. Nordirland besteht aus sechs Grafschaften im Nordosten Irlands.

B-1

Fläche



- Die Gesamtfläche von Grossbritannien beträgt 227.450 Quadratkilometer. Das Gebiet von Nordirland umfasst 13.484 Quadratkilometer.

B-2

Klima



- Das Klima ist von kühler Seetemperatur und äusserst veränderlich. Die Durchschnittstemperatur beträgt in England und Wales im Januar $4,5^{\circ}\text{C}$; im Juli beträgt sie in Südengland 17°C . Der durchschnittliche jährliche Niederschlag beträgt in niedrig liegenden Gebieten an der Westküste von England 760 bis 1020 mm, an der Ostküste 510 bis 630 mm und in den Midlands 760 mm. Der Niederschlag ist gleichmässig über das ganze Jahr verteilt.

B-3

Bevölkerung



- Die Bevölkerung betrug Mitte 1972:

	<u>Grossbritannien</u>
Männer	26.342.100
Frauen	27.897.200
Insgesamt	<u>54.239.300</u>
	<u>Nordirland</u>
Männer	746.800
Frauen	784.600
Insgesamt	<u>1.549.400</u>



B-3.0

davon: Ausländer



- Es ist nicht möglich, die ausländische Bevölkerung anzugeben, doch zeigte die Volkszählung von 1971, dass es in Grossbritannien 3,100,340 Personen mit Geburtsort ausserhalb des Vereinigten Königreichs gab - von denen einige natürlich britische Staatsangehörige sein werden. Die Gesamtzahl liegt für Nordirland noch nicht vor.

B-3.1

Arbeitskräfte im Lohn- und Gehaltsverhältnis



- Die Zahl der beschäftigten Angestellten betrug Mitte 1972:

	<u>Grossbritannien</u>
Männer	13.418.000
Frauen	8.435.000
	<u>21.853.000</u>

	<u>Nordirland</u>
Männer	292.000
Frauen	192.000
	<u>483.000</u>

B-3.10

davon: Landwirtschaft



B-3.11

davon: Industrie



B-3.12

davon: Dienstleistungsbereich



B-3.20

beschäftigte Ausländer



- Es ist nicht möglich, die Zahl der beschäftigten ausländischen Arbeitnehmer anzugeben, doch zeigte die Volkszählung von 1971, dass es in Grossbritannien 1.655.005 erwerbstätige Personen, abzüglich der Militärpersonen, mit



Geburtsort ausserhalb des Vereinigten Königreichs gab - einige von diesen werden natürlich britische Staatsangehörige sein. Die Gesamtzahl liegt für Nordirland noch nicht vor.

B-3.21

davon: Gemeinschaftsangehörige



B-4

Hauptstadt



- Die Hauptstadt des Vereinigten Königreichs ist London.

B-5

Sprache



- Die verwendete Sprache ist Englisch.

B-6

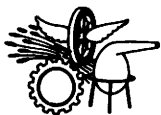
Staat und Regierungsform



- Das Vereinigte Königreich von Grossbritannien und Nordirland ist eine konstitutionelle Erbsmonarchie, bei der der König das Staatsoberhaupt bildet. Das Parlament besteht aus zwei Häusern, nämlich aus dem House of Commons (Unterhaus) mit 630 gewählten Mitgliedern und dem House of Lords (Oberhaus). Allgemeine Wahlen werden mindestens alle fünf Jahre abgehalten. Nur Personen im Alter von 18 und mehr mit britischer Staatsangehörigkeit (einschliesslich Commonwealth-Bürger oder Bürger der Irischen Republik haben Stimmrecht.

B-7

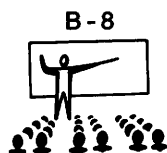
Wirtschaft



- Das Vereinigte Königreich ist ein hochindustrialisiertes Land, das sich in erster Linie mit allen Arten der Verarbeitung und des Handels befasst. Es folgt eine Aufgliederung der Industrie in Prozent der versicherten Bevölkerung,

Landwirtschaft	1,6 %
Industrie	45,7 %
Dienstleistungen	52,7 %

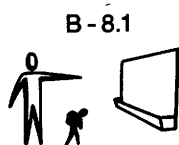
Die Arbeitslosigkeit ist im ersten Quartal 1973 gefallen, und es besteht kein Grund zu der Annahme, dass dieser abwärts gerichtete Trend sich nicht fortsetzt. Alle Industrien haben an der Verbesserung Teil, doch liegt der Schwerpunkt beim Baugewerbe und beim Maschinenbau.



Unterricht



Schulwesen



Schulpflicht

- Ganztagesunterricht ist für alle in dem Vereinigten Königreich wohnhafte Kinder im Alter von 5 bis 16 Jahren vorgeschrieben, doch können Schüler freiwillig auch nach dem 16. Lebensjahr die Schule besuchen. Kinderschulunterricht für Kinder unter 5 Jahren ist nicht obligatorisch, und dieses Schulangebot ist begrenzt. Die Schulausbildung wird allen Kindern unentgeltlich erteilt, die öffentlich verwaltete Schulen besuchen. Den Eltern steht es frei, ihre Kinder gegen Schulgeld auf andere Schulen zu schicken.

Die der Schulpflichtzeit nachgelagerte Ausbildung ist freiwillig; sie schliesst Universitäten, Polytechniken oder andere Anstalten der Weiterausbildung, Ausbildungsanstalten für die Ausbildung von Lehrern (pädagogische Hochschulen) sowie Erwachsenenbildung und Jugenddienst ein.

Die Entscheidung über die Zulassung zu einem Lehrgang der höheren oder weitergeführten Ausbildung ist Sache der einzelnen Universität oder Lehranstalt. Es besteht keine Zulassungsbeschränkung (numerus clausus) aufgrund der Staatsangehörigkeit, doch müssen die Studenten im allgemeinen den Nachweis genügender Kenntnis des Englischen erbringen. Jedoch berechneten Mindestqualifikationen für die Zulassung nicht wie in einigen Ländern automatisch zu einem bestimmten Studienplatz.

Von Studenten, die weniger als drei Jahre vor Beginn ihres Lehrgangs ordnungsgemäss im Vereinigten Königreich wohnhaft gewesen sind, wird Schulgeld in Höhe von 250 jährlich für Universitäten und Fortgeschrittenenlehrgänge in Colleges für die weitere Ausbildung und 150 jährlich für Nicht-



fortgeschrittenenlehrgänge erhoben. Studenten, die Lehrgänge zur Erwerbung des ersten akademischen Grades oder vergleichbare Lehrgänge oder aber Lehrgänge für die Lehrerausbildung besuchen und in den drei ihrem Lehrgang vorhergehenden Jahren im Lande gewohnt haben (und die einigen anderen Bedingungen genügen, die nicht aufgrund der Staatsangehörigkeit diskriminieren), kommen für Darlehen für Schulgeld und Lebensunterhalt in Frage, die sich nach ihren finanziellen Verhältnissen richten. Bewerbungen für finanzielle Beihilfe von Studenten für anderweitige Lehrgänge werden nach den Verdiensten dieser Studenten behandelt.

Für besondere Möglichkeiten zur Unterrichtung der Wanderarbeitnehmer in Englisch wird von örtlichen Unterrichtsbehörden gesorgt. Kinder von Wanderarbeitnehmern im Schulalter werden an zentralen Beratungsstellen oder an Empfangszentren ihrem Wissen nach eingestuft und erhalten eine allgemeine Einführung in englische Lebensweise, Sprache und Kultur. Sobald die Kinder zur Schule gehen, kann besonderer englischer Unterricht in verschiedenartigster Weise erteilt werden, und zwar durch Nachhilfe oder Teilzeitlehrer oder aber über "withdrawal groups" und Sonderklassen in der Schule oder aber intensive Betreuung in einem Spezialzentrum. Englische Sprachkurse sind an Ausbildungszentren für Fortgeschrittene und Erwachsene für Wanderarbeitnehmer im nicht mehr schulpflichtigen Alter eingerichtet. Nähere Einzelheiten über das Ausbildungssystem ist erhältlich von:

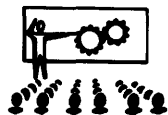
Department of Education and Science, Elizabeth House, York Road, London SE1 (für England und Wales)

Scottish Education Department, 6-7 Coates Place, Edinburgh EH3 7AA (für Schottland)

Ministry of Education, Rathgael, Ballo Road, Bangor, Co Down N Ireland (für Nordirland).

B - 8.2

Berufsausbildung



- Ausbildung für die Berufe einschliesslich Lehrgänge zur Erwerbung eines Grades ist an Polytechniken, Universitäten, einigen Colleges für die weitere Ausbildung und Akademien (beispielsweise Recht, Architektur, Physiotherapie usw.) möglich. Die Länge und die Art der Ausbildung ist von Beruf zu Beruf verschieden und die Berufsanstalten oder -verbände sollten wegen Einzelheiten der Ausbildung und der anerkannten Ausbildungsstätten um Rat gefragt werden. Bewerbungen für Darlehen während der Ausbildung werden im allgemeinen von der Local Education Authority (örtlichen Ausbildungsbehörde) behandelt.



B-9

Die Sozialpolitik und die Sozial partner (kurze Übersicht)



- Für die ausländischen Arbeitnehmer gelten die gleichen Arbeits- und Entlohnungsbedingungen wie für britische Arbeitnehmer, und sie haben die gleichen Rechte hinsichtlich der Zugehörigkeit zu Gewerkschaften. Arbeits- und Entlohnungsbedingungen werden durch Tarifverträge zwischen den repräsentativsten Gewerkschaften und Arbeitgeberverbänden geregelt. Der Industrial Relations Act von 1971 und weitere Rechtsvorschriften geben dem Arbeitnehmer in bezug auf seine Beschäftigungsbedingungen wie auch Arbeitsbedingungen erhebliche Sicherungen. Die Bedingungen des Employment Act von 1959, in der Änderung gemäss dem Industrial Relations Act von 1971, geben die Handhabe, bei einem Arbeitgeber die Beachtung der durch tarifvertragliche Vereinbarung in seinem Industriezweig geschaffenen Bedingungen durchzusetzen. Der Equal Pay Act von 1970 legt vom 29. Dezember 1975 an das Recht von Männern und Frauen auf Gleichbehandlung in bezug auf die Beschäftigungsbedingungen fest, wenn sie mit der gleichen oder mit einer weitgehend ähnlichen Arbeit oder mit einer Arbeit beschäftigt werden, die zwar verschieden ist, jedoch in einem Arbeitsbewertungsschema die gleiche Bewertung erfährt. Der Equal Pay Act schreibt auch vor, dass Sondervereinbarungen für Männer und Frauen in Tarifverträgen, Arbeitgeberlohnstrukturen und Lohn- und Gehaltslisten hin-fällig werden. In vielen Firmen werden andere wichtige Probleme von gemeinsamen beratenden Ausschüssen geprüft und behandelt, deren Arbeitnehmervertreter gewöhnlich von den Gewerkschaften gestellt werden.

B-9.1

Träger der Betreuung



a) Stellenanfragen:

Arbeitnehmern auf Stellensuche wird geraten, ihr nächstgelegenes Arbeitsamt zu konsultieren. Dieses ist im Telefonbuch unter der Überschrift "Employment-Department of" zu finden. Sie können auch an das Department of Employment, HQ ES B3 7 St. Martin's Place, London WC2N 4JH Tel: 01-930-7833) schreiben.

In Nordirland: das "Ministry of Health and Social Services Employment Branch - Dundonald House - Stormont - Belfast.

b) Sozialversicherungsanfragen:

Diese sind an das nächstgelegene Büro des Department of Health and Social Security zu richten. Die Anschrift kann dem Telefonbuch unter der Überschrift "Health and Social Security Department of" entnommen werden.



Im Nordirland: das Ministry of Health and Social Services
Employment Branch - Dundonald House - Stormont - Belfast.

c) Einkommensteuerfragen:

Diese sind an das nächstgelegene Inland Revenue-Amt zu richten.

d) Anfragen über Aufenthaltserlaubnisse und Einreisebedingungen sind an das "Home Office, Lunar House, Wellesby Road, Croydon CR9 2BY (Tel 01 - 686 - 0688) zu richten.

e) Allgemeine Anfragen

In den meisten Städten gibt es ein Citizens Advice Bureau (Bürgerberatungsamt); die Anschrift des nächstgelegenen Amtes ist im örtlichen Telefonbuch oder Postamt zu finden. Diese Organisation kann über eine grosse Vielfalt von Themen, die den Arbeitnehmer betreffen, informieren und orientieren.



B-0

Aardrijkskundige situatie



- Groot-Britannië ligt tussen 8° westerlengte en 2° oosterlengte en tussen 50° en 61° noorderbreedte. Het wordt omspoeld door het Kanaal, de Noordzee, de Atlantische Oceaan, het St. George's Channel en de Ierse zee. Noord-Ierland bestaat uit zes graafschappen in het noordoosten van Ierland.

B-1

Oppervlakte



- De totale oppervlakte van Groot-Brittannië is 227.450 km². De oppervlakte van Noord-Ierland bedraagt 13.484 km².

B-2

Klimaat



- Het klimaat is een koel gematigd zeeklimaat en zeer veranderlijk. De gemiddelde temperatuur in Engeland en Wales bedraagt de gemiddelde temperatuur in Zuid-Engeland 17°C . De gemiddelde jaarlijkse neerslag in laaggelegen gebieden aan de Engelse Westkust bedraagt 760 - 1020 mm, aan de Oostkust 510 - 630 mm en in de Midlands 760 mm. De neerslag is gelijkmatig over het geheele jaar verdeeld.

B-3

Bevolking



- Midden 1972 bedroeg de bevolking:

	<u>Groot-Brittannië</u>
Mannen	26.342.100
Vrouwen	27.897.200
Totaal	<u>54.239.300</u>
	<u>Ierland</u>
Mannen	746.800
Vrouwen	784.600
Totaal	<u>1.549.400</u>



B-3.0

waarvan: buitenlandse bevolking



- Het is niet mogelijk de buitenlandse bevolking op te geven, maar uit de volkstelling van 1971 bleek dat in Groot-Brittannië 3.100.340 personen leefden die buiten het Verenigd Koninkrijk geboren waren, van wie sommigen uiteraard de Britse nationaliteit bezitten. Het totaal voor Noord-Ierland is nog niet beschikbaar.

B-3.1

werknemers (werklozen uitgezonderd)



- Het aantal werknemers in loondienst bedroeg midden 1972:

	<u>Groot-Brittannië</u>
Mannen	13.418.000
Vrouwen	8.435.000
	<hr/> 21.853.000
	 <u>Noord-Ierland</u>
Mannen	292.000
Vrouwen	192.000
	<hr/> 483.000

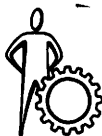
B-3.10

van wie: landbouw



B-3.11

van wie: industrie



B-3.12

van wie: dienstensector





B-3.20

buitenlandse werknemers (werklozen uitgezonderd)



- Het is niet mogelijk het aantal in loondienst werkende buitenlandse werknemers op te geven, maar uit de volkstelling van 1971 bleek dat in Groot-Brittannië 1.665.005 economisch actieve personen woonden (exclusief strijdkrachten) die buiten het Verenigd Koninkrijk geboren waren, van wie sommigen natuurlijk de Britse nationaliteit bezitten. Het totaal voor Noord-Ierland is nog niet beschikbaar.

B-3.21

van wie: uit de Gemeenschap



B-4

Hoofdstad



- De hoofdstad van het Verenigd Koninkrijk is Londen.

B-5

Taal



- De gebruikte taal is Engels.

B-6

Staat en regering



- Het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland is een constitutionele monarchie, waarvan de erfelijke soeverein het staatshoofd is. Het parlement bestaat uit twee kamers, de "Commons" met 630 verkozen leden en de "Lords". Algemene verkiezingen worden ten minste om de vijf jaar gehouden. Alleen personen van ten minste 18 jaar en die Britse onderdanen (inclusief staatsburgers van het Gemenebest) of staatsburgers van de Ierse Republiek zijn, hebben stemrecht.

B-7

Economie



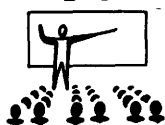
- Het Verenigd Koninkrijk is een zeer geïndustrialiseerd land, waar in hoofdzaak alle soorten industrie en handel worden bedreven. Hieronder volgt een verdeling van de verzekerde bevolking naar grote sectoren:



Landbouw	1,6 %
Industrie	45,7 %
Diensten	52,7 %

De werkloosheid is tijdens het eerste kwartaal van 1973 gedaald en er is geen reden om aan te nemen dat deze dalende beweging zich niet zal voortzetten. Alle sectoren hebben deel aan deze verbetering, hoewel de bouwsector bijzonder sterk vooruitgaat.

B - 8



Onderwijs

B - 8.0



Schoolsysteem

B - 8.1



Leerplicht

- Volledig dagonderwijs is verplicht voor alle in het Verenigd Koninkrijk wonende kinderen van 5 tot 16 jaar; na 16 jaar kunnen de leerlingen vrijwillig verder school lopen. Kleuteronderwijs voor kinderen beneden 5 jaar is niet verplicht en het aantal dergelijke scholen is beperkt. Het onderwijs is gratis voor alle kinderen die openbare gefinancierde scholen bezoeken. De ouders zullen echter vrij hun kinderen naar andere, betalende scholen te zenden.

Verder onderwijs is vrijwillig; het omvat universiteiten, polytechnische scholen en andere hogescholen, kweekscholen voor leraren, en opleidingsinstellingen voor volwassenen en voor jongeren.

Over de toelating tot het hoger of het voortgezet onderwijs wordt beslist door de universiteit of het "college" zelf. Er zijn geen toelatingsbeperkingen op grond van de nationaliteit, hoewel de studenten gewoonlijk moeten aantonen dat zij zeer goed Engels kennen. In elk geval verleent, anders dan in sommige landen, het bezit van de minimale toelatingskwalificaties niet automatisch het recht om tot een bepaalde instelling te worden toegelaten.

Studenten die sedert minder dan drie jaar voor het begin van hun cursus gewoonlijk in het Verenigd Koninkrijk verblijven, betalen 250 pond collegegeld per jaar voor universiteiten en hogere cursussen in hogescholen, of 150 pond per jaar voor lagere cursussen. Studenten die een eerste universiteits-

cursus of een vergelijkbare cursus dan wel cursussen aan een kweekschool volgen en in het land hebben gewoond gedurende drie jaar voor zij deze cursus beginnen (en die voldoen aan bepaalde andere voorwaarden waarbij geen discriminatie op grond van de nationaliteit optreedt? kunnen een beurs ontvangen voor het collegegeld en hun onderhoud, naar gelang van hun financiële omstandigheden. Aanvragen om financiële bijstand voor studenten die andere cursussen volgen worden naar gelang van hun verdiensten beoordeeld.

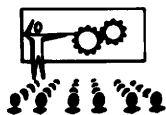
Speciale voorzieningen voor het onderwijs van Engels aan immigranten worden georganiseerd door de plaatselijke onderwijsautoriteiten (local education authorities). Schoolgaande kinderen van immigranten worden in centrale advies- of ontvanstcentre getest en krijgen een algemene introductie tot het leven, de taal en de cultuur in Engeland. Wanneer deze kinderen reeds op school zijn, kunnen speciale Engelse lessen worden gegeven door extra hulp- of deel-tijdse leraren, of door afzonderlijke groepen en speciale klassen in de school, of door intensieve cursussen in speciale centra. Cursussen in Engels worden ook gegeven in centra voor voortgezet onderwijs en onderwijs voor volwassenen ten behoeve van immigranten die niet meer schoolplichtig zijn. Gedetailleerde informatie omtrent het schoolstelsel kan worden verkregen van: Department of Education and Science (ministerie van Onderwijs en Wetenschap), Elizabeth House, York Road, London SE1 (voor Engeland en Wales);

Scottish Education Department (Schots ministerie van onderwijs) 6-7 Coates Place, Edinburgh EH3 7AA (voor Schotland);

Ministry of Education (ministerie van Onderwijs), Rathgael, Ballo Road, Bangor, Co Down, Noord Ierland (voor Noord Ierland).

B-8.2

Organisatie van de beroepsopleiding



- Opleiding voor academische beroepen, met inbegrip van tot een diploma leidende cursussen, wordt verstrekt in polytechnische scholen, universiteiten, sommige hogescholen en professionele instellingen (bijvoorbeeld rechten, architectuur, fysiotherapie, enz). De duur en de aard van de opleiding varieert van beroep tot beroep en de beroepsinstellingen of vereenigingen kunnen worden geraadpleegd voor details van de opleiding aan de instellingen waar een erkende opleiding wordt verstrekt. Aanvragen om studiebeurzen worden gewoonlijk ingezonden via de plaatselijke onderwijsautoriteiten (Local Education Authority).



B-9

Sociale politiek en de sociale partners (kort overzicht)



- Buitenlandse werknemers genieten dezelfde arbeidsvoorwaarden en dezelfde bezoldiging als Britse werknemers en zij hebben dezelfde rechten ten aanzien van het lidmaatschap van vakbonden. Arbeidsvoorwaarden en bezoldiging worden geregeld door collectieve overeenkomsten tussen de meest representatieve vakbonden en werkgeversorganisaties. De wet op de industriële betrekkingen van 1971 en andere wettelijke bepalingen voorzien in aanzienlijke garanties voor de werknemer ten aanzien van zijn betrekking en van zijn arbeidsvoorwaarden. De wet op de tewerkstelling van 1959, zoals herzien door de wet op de industriële betrekkingen van 1971, voorziet in mogelijkheden om een werkgever te dwingen tot het nalevel van de bepalingen of voorwaarden welke voor zijn bedrijfstak bij collectieve overeenkomst zijn vastgelegd. De wet op gelijke beloning van 1971 bepaalt dat vanaf 29 december 1975 mannenlijke en vrouwelijke werknemers recht hebben op een gelijke behandeling ten aanzien van hun beloning en arbeidsvoorwaarden, wanneer zij hetzelfde of ongeveer hetzelfde werk verrichten dan wel werk dat weliswaar verschillend is maar in een beroepswaarderings-schema (job evaluation scheme) dezelfde notering heeft gekregen. Deze wet schrijft ook voor dat afzonderlijke bepalingen voor mannen en vrouwen uit de collectieve overeenkomsten, de loon-schalen van de werkgevers en andere loonregelingen worden geschrapt. In tal van bedrijven worden andere belangrijke vraagstukken bestudeerd en behandeld door gemengde raadgevende comités, waarin als werknemersvertegenwoordigers meestal vakbondsmilitanten zitting hebben.

B-9.1

Organen van sociale bijstand



a) Inlichtingen inzake werkgelegenheid: Werkzoekenden kunnen het dichtst bij zijnde arbeidsbureau raadplegen. Dit komt voor in de telefoongids onder "Employment - Department of". Men kan zich ook schriftelijk wenden tot het Department of Employment, (ministerie van Tewerkstelling), HQ ES B3 7 St. Martin's Place, London WC2N 4JH, tel: 01-930-7833.

In Noord-Ierland: het "Ministry of Health and Social Services" Employment Branch - Dundonald House - Stormont - Belfast.

b) Inlichtingen inzake sociale zekerheid: Deze inlichtingen worden verstrekt door dichtst bij zijnde bureau van het Department of Health and Social Security (ministerie van Volksgezondheid en Sociale zekerheid). Het adres daarvan kan in de telefoongids worden gevonden, onder "Health and Social Security - Department of".



In Noord-Ierland: Het "Ministry of Health and Social Services"
Employment Branch - Dundonald House - Stormont - Belfast.

c) Inlichtingen inzake belasting op het inkomen: Deze worden verstrekt door het dichtst bij zijnde kantoor van de "Inland Revenue".

d) Inlichtingen inzake verblijfsvergunningen en voorwaarden voor de toelating tot het land kunnen worden vergregen van het Home Office (ministere van Binnenlandse zaken), Lunar House, Wellesby Road, Croydon CR9 2BY. Tel: 01-686-0688.

e) Algemene inlichtingen: In de meeste steden is er een kantoor van het Citizens Advice Bureau (bureau voor voorlichting van burgers); het adres van het dichtst bij zijnde kantoor kan worden gevonden in de plaatselijke telefoongids of op ieder postkantoor. Deze organisatie kan informatie en advies verstrekken over allerlei onderwerpen, die voor werknemers van belang kunnen zijn.



B-0

Geographical position



- Great Britain is situated between longitudes 8° West and 2° East and latitudes 50° North and 61° North. It is bounded by the English Channel, North Sea, Atlantic Ocean, St. Georges Channel, and the Irish sea. Northern Ireland consists of six counties in the North East of Ireland.

B-1

Surface area



- The total area of Great Britain is 227,450 square kilometre. The area of Northern Ireland is 13,484 square kilometres.

B-2

Climate



- The climate is cool temperate maritime and is extremely variable. The average temperature in England and Wales in January is 4.5°C . In July the average temperature in the South of England is 17°C . The average annual rainfall in low lying areas on the West Coast of England is 760-1020 mm; on the East Coast it is 510 - 630 mm; and in the Midlands it is 760 mm. Rainfall is evenly distributed throughout the year.

B-3

Population



- The population in mid 1972 was:

	<u>Great Britain</u>
Males	26,342,100
Females	27,897,200
	<hr/>
Total	54,239,300
	<hr/>
	Northern Ireland
Males	746,600
Females	784,600
	<hr/>
	1,549,400



B-3.0 of which: foreign population



- It is not possible to give the foreign population, but the 1971 census showed that in Great Britain there were 3,100,340 persons with a place of birth outside the United Kingdom - some of these will of course be British Nationals. The total for Northern Ireland is not yet available.

B-3.1 Employed paid workers



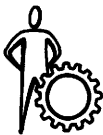
- The number of employees in employment in mid 1972 were:

	Great Britain
Males	13,418,000
Females	8,435,000
	<hr/>
Total	21,853,000
	<hr/>
	Northern Ireland
Males	292,000
Females	192,000
	<hr/>
	483,000

B-3.10 of whom: agriculture



B-3.11 of whom: industry



B-3.12 of whom: services



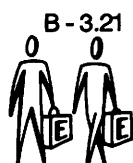
B-3.20 foreign workers employed



- It is not possible to give the number of foreign workers in employment but the 1971 Census showed that in Great Britain there were 1,665,005 economically active persons less armed



forces with a place of birth outside the United Kingdom - some of these will of course be British Nationals. The total for Northern Ireland is not yet available.



B-3.21

of whom: Community workers



B-4

Capital

The capital of the United Kingdom is London



B-5

Language

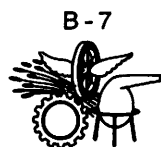
- The language used is English.



B-6

Political system

- The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland is a constitutional monarchy, the hereditary sovereign being the Head of State. Parliament is comprised of two houses, the Commons with 630 elected members and the Lords. General elections are held at least every five years. Only persons aged 18 years and over and who are British subjects (including Commonwealth citizens) or citizens of the Irish Republic have the right to vote.



B-7

Economy

- The United Kingdom is a highly industrialised country, primarily concerned with all types of manufacturing and commerce. The following is a breakdown of industry as a percentage of the insured population.

Agriculture	1.6 %
Industry	45.7 %
Services	52.7 %

Unemployment has fallen during the first quarter of 1973 and there is no reasons to suppose that this downward trend should not continue. All industries are sharing in the improvement, but with construction and engineering responding particularly well.



B-8

Education



B-8.0

Educational system



B-8.1

Compulsory education



- Fulltime schooling is compulsory for all children resident in the United Kingdom from 5 to 16, but pupils may continue to attend voluntarily after 16. Nursery education for children under 5 is not compulsory and provision is limited. Education is free for all children attending publicly maintained schools. Parents may choose to pay for their children to attend other schools.

The post-school stage is voluntary; it includes universities, polytechnics and other colleges of further education, colleges of education for the training of teachers, as well as adult education and the youth service.

Admission to a course of higher or further education is a matter for decision by the individual university or college. There is no restriction on entry on ground of nationality, although students usually have to provide proof of proficiency in English. However, possession of the minimum entry qualifications does not, as in some countries, automatically entitle a student to a given place.

Students who have been ordinarily resident in the UK for less than three years before the commencement of their course are charged tuition fees at the rate of £250 per annum for universities and advanced courses in colleges of further education, and £150 per annum for non-advanced courses. Students attending first degree of comparable courses or courses of teacher training who have been living in the country for three years preceding their courses (and who satisfy certain other conditions which do not discriminate on grounds of nationality) are eligible for grants towards tuition fees and maintenance, according to their financial circumstances.

Applications for financial assistance from students on other courses are considered on their merits.

Special arrangements for the teaching of English to migrants are provided by local education authorities. Migrant children of school age are assessed at central advisory points or at reception centres and given a general introduction to



English life, language and culture. Once the children are in school specialist English teaching may be provided in a number of different ways, by additional ancillary help or part-time teachers, or by means of withdrawal groups and special classes in the school, or intensive tuition at a special centre. English language courses are available at further and adult education centres for migrants over school age. Detailed information about the educational system is available from:

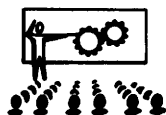
Department of Education and Science, Elizabeth House, York Road, London SE1 (for England and Wales)

Scottish Education Department, 6 - 7 Coates Place, Edinburgh EH3 7AA (for Scotland)

Ministry of Education, Rathgael, Ballo Road, Bangor, Co Down N Ireland (for Northern Ireland)

B-8.2

Organisation of professional training



- Training for the professions, including degree courses, is available at Polytechnics, Universities, some colleges of further education and professional institutions (eg law, architecture, physiotherapy etc). The length and type of training varies from profession to profession and the professional institutes or associations should be consulted for details of the training and the recognised establishments for training. Applications for grants during training are usually made through the Local Education Authority.

B-9

Social policy and social partners (brief survey)



- Foreign workers enjoy the same conditions of work and pay as British workers and they have the same rights as regards trade union membership. Conditions of work and pay are governed by collective agreements between the most representative trade unions and employers organisations. The 1971 Industrial Relations Act and other legislation provide considerable safeguards for the employee in his terms of employment as well as working conditions. The terms and conditions of Employment Act 1959, as amended under the 1971 Industrial Relations Act, provides machinery for enforcing on an employer the observance of terms or conditions established by collective agreement in his industry. The Equal Pay Act 1970 establishes from 29 December 1975 the right of men and women to equal treatment as regards terms and conditions of employment when they are employed on the same or broadly similar work or work which though different has been



given equal value under a job evaluation scheme. It also requires separate provisions for men and women to be removed from collective agreement, employers pay structures and wages orders. In many firms other problems of concern are examined and considered by joint consultative committees, whose worker representatives are usually drawn from the trade unions.

B-9.1

Information and reception organisations



a) Employment enquiries:

A worker seeking employment is advised to consult his nearest employment office. He will find this listed in the telephone directory under the heading "Employment - Department of". Alternatively he may write to the Department of Employment, HQ ES B3 7 St. Martin's Place, London WC2N 4JH, Tel: (01-930 7833). In Northern Ireland, the Ministry of Health and Social Services, Employment Branch, Dundonald House, Stormont, Belfast.

b) Social Security enquiries:

These should be addressed to the nearest office of the Department of Health and Social Security. The address can be found in the telephone directory under the heading "Health and Social Security - Department of" and in Northern Ireland under the heading "Ministry of Health and Social Services".

c) Income Tax enquiries:

These should be made to the nearest office of the Inland Revenue.

d) Enquiries about residence permits and entry conditions should be made to the Home Office, Lunar House, Wellesley Road, Croydon CR9 2BY. Tel: 01-686-0688.

e) General enquiries

There is an office of the Citizens Advice Bureau in most towns; the address of the nearest one can be found in the local telephone directory of Post Office. This organisation can give information and guidance on a wide variety of subjects which may affect a worker.

B-0



Geografisk beliggenhed

Storbritannien ligger mellem 8° vestlig og 2° østlig længde og 50° og 61° nordlig bredde. Det er omkranset af Kanalen, Nordsøen, Atlanterhavet, St. George Kanalen og Det Irske hav.

Nord-Irland består af 6 grevskaber i den nord-østlige del af Irland.

B-1



Areal

Storbritannien omfatter 227.450 km^2 . Nord-Irlands areal er 13.484 km^2 .

B-2



Klima

Klimaet er tempereret kystklima og varierer meget. Gennemsnits-temperaturen i England og Wales er for januar $4,5^{\circ} \text{ C}$. I juli er gennemsnitstemperaturen i det sydlige England 17° C . Den gennemsnitlige regnmængde i lavere liggende områder på Englands vestkyst er 760-1020 mm; på østkysten er den 510-630 mm og i midt-landet er den 760 mm. Regnmængderne fordeler sig jævnt over hele landet.

B-3



Befolkning

Befolkningen udgjorde medio 1972:

	Storbritannien	Nord-Irland
Mænd	26.342.100	746.800
Kvinder	<u>27.897.200</u>	<u>784.600</u>
Ialt	<u>54.239.300</u>	<u>1.549.400</u>



B-3.0

deraf: udlændinge



Det er ikke muligt at angive den udenlandske befolkningsandel, men 1971 undersøgelsen viste, at der i Storbritannien var 3.100.340 personer født uden for Det forenede Kongerige - heraf vil nogle naturligvis være britiske borgere. Andelen for Nord-Irland kan ikke angives.

B-3.1

beskæftigede lønmodtagere



Antallet af beskæftigede udgjorde medio 1972:

	Storbritannien	Nord-Irland
Mænd	13.418.000	292.000
Kvinder	<u>8.435.000</u>	<u>192.000</u>
	<u>28.853.000</u>	<u>483.000</u>

B-3.10

heraf: landbrug



B-3.11

heraf: industri



B-3.12

heraf: tjenesteydelser





B-3.20

beskæftigede udlændinge



Det er ikke muligt at give antallet af udenlandske arbejdere i beskæftigelse, men 1971 undersøgelsen viste, at der i Storbritannien udover de væbnede styrker var 1.665.005 økonomisk aktive personer født uden for Det forenede Kongerige - heraf vil nogle naturligvis være britiske borgere. Andelen for Nord-Irland kan ikke angives.

B-3.21

heraf: arbejdstagere fra Fællesskabet



B-4

Hovedstad



Det forenede Kongeriges hovedstad er LONDON.

B-5

Sprog



Sproget er engelsk.

B-6

Stat og regering



Det forenede Kongerige bestående af Storbritannien og Nord-Irland er et konstitutionelt monarki, hvor statsoverhovedet har arvet tronen. Parlamentet består af to kamre, Underhuset med 630 valgte medlemmer og Overhuset. Der afholdes valg mindst hvert femte år. Valgret har kun personer på 18 år og derover, som er britiske borgere (indbefattet Commonwealth borgere) eller borgere i Den irske Republik.



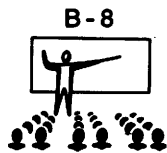
B-7

Erhvervsliv

Det forenede Kongerige er et højt industrialiseret land med hovedvægten lagt på fabrikation og handel. Det følgende er en opdeling af industri som en procent af den forsikrede befolkning,

Landbrug	1,6%
Industri	45,7%
Servicefag	52,7%

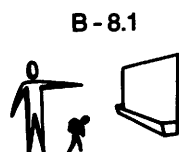
Arbejdsløsheden er faldet i det første kvartal af 1973 og der er ingen grund til at antage, at den nedadgående tendens ikke skulle fortsætte. Alle industrigrene har haft andel i fremgangen, men den har været særligt mærkbar inden for anlægsvirksomhed og maskinindustri.



B-8

Uddannelse


B-8.0

Skolesystem


B-8.1

Undervisningspligt

Der er fuldtids skolepligt for børn mellem 5 og 16 år bosat i Det forenede Kongerige, men eleverne kan fortsætte frivilligt efter 16.

Det er ikke tvungent for børn under 5 år at gå i børnehave og mulighederne er begrænsede. Undervisning er gratis for alle børn, som går i det offentliges skoler, men forældre kan vælge at betale, for at deres børn kan søge andre skoler.



Uddannelsen efter skolen er frivillig; den indbefatter universiteter, polyteknika og andre institutioner for højere uddannelser, seminarier til uddannelse af lærere såvel til voksenalderen som til ungdomsundervisning.

Adgangen til et kursus inden for den højere- eller videreuddannelse er afhængig af det enkelte universitet eller den enkelte institutions beslutning. Der er ingen adgangsbegrænsning på grund af nationalitet, omend studenter almindeligvis skal aflægge prøve i engelsk. Imidlertid bevirker opfyldelsen af adgangskravene ikke umiddelbart, modsat visse andre lande, at en student automatisk kan optages.

Studenter, der har haft fast bopæl i UK i mindre end 3 år før påbegyndelsen af deres kursus, skal betale undervisningsafgifter af en størrelsesorden på £ 250 om året for universitetsstudier og videregående kurser på lærestalter for højere uddannelse, og £ 150 om året for andre kurser. Studenter, der deltager i kurser til første del eller tilsvarende eller kurser inden for læreruddannelse, og som har boet i landet i de tre nærmeste forudgående år før kurset (og som opfylder visse andre betingelser som ikke diskriminerer på grund af nationalitet) kan modtage legater til undervisningsafgifter og ophold alt efter pågældendes økonomiske forhold. Ansøgninger om økonomisk støtte fra studenter på andre kurser afgøres efter de foreliggende omstændigheder.

Der er af de lokale undervisningsmyndigheder etableret særlige arrangementer med henblik på undervisning i engelsk for indrejsende. Indrejsendes børn i den skolepligtige alder bliver vurderet på centrale rådgivningssteder eller på modtagelsescentre og får almindelig indføring i engelsk livsform, sprog og kultur. Så snart børnene kommer i skole, kan særlig engelsk undervisning gives på forskellig måde, ved yderligere ekstra hjælp eller deltidslærere, eller ved hjælp af sargrupper og specialklasser i skolen, eller intensiv undervisning på spe-



cialcenter. Kurser i engelsk sprog for indrejsende over den skolepligtige alder fås på efter- og voksenuddannelsescentre. Nærmere oplysning om uddannelsessystemet fås hos:

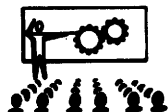
Department of Education and Science, Elizabeth House, York Road, London SE1 (for England og Wales)

Scottish Education Department, 6-7 Coates Place, Edinburgh EH3 7AA (for Skotland)

Ministry of Education, Rathgael, Ballo Road, Bangor, Co Down N Ireland (for Nord-Irland).

B-8.2

Organisation ad erhvervsuddannelse



Faguddannelse, inklusive diplomkurser, fås på polyteknika, universiteter, nogle skoler for videre uddannelse og faginstitutioner (fx. jura, arkitektur, fysioterapi etc.). Uddannelsens art og varighed er forskellig fra fag til fag og de faglige institutioner eller sammenslutninger bør rådspørges vedrørende nøjere oplysninger om uddannelsen og de anerkendte uddannelsessteder. Ansøgninger om legater under uddannelsen går sædvanligvis gennem den lokale undervisningsmyndighed.

B-9

Socialpolitik og sociale partnere (arbejdsmarkedets parter) (kort oversigt)



Udenlandske arbejdstagere har samme arbejds- og lønvilkår som britiske arbejdere og de har samme rettigheder med hensyn til medlemskab af en fagforening. Arbejds- og lønvilkår følger kollektive overenskomster mellem de største fagforeninger og arbejdsgiverorganisationer. Loven Industrial Relations Act fra 1971 og andre love giver betydelig sikkerhed for den ansatte med hensyn til vilkår og arbejdsforhold. Vilkår og forhold omhandlet i loven om beskæftigelse fra 1959 som er ændret med Industrial Relations Act i 1971 indeholder et system der i relation til en arbejdsgiver tvinn-



ger denne til at overholde de løn- og arbejdsvilkår, der er fastsat ved kollektiv overenskomst indenfor hans industri-
gren. Loven om ligeløn fra 1970 indfører fra 29. december
1975 ligeret for mænd og kvinder med hensyn til løn- og ar-
bejdsvilkår, når de er beskæftiget ved samme eller stort set
ensartet arbejde eller ved arbejde, som skønt forskelligt dog
vurderes ens ved en jobvurdering. Den fastsætter også, at
særforanstaltninger vedrørende mænd og kvinder fjernes fra
kollektive overenskomster, arbejdsgiveres betalingssystemer
og lønanvisninger. I mange firmaer undersøges og afgøres an-
dre problemer af interesse af rådgivende fællesudvalg, hvis
arbejdstagerrepræsentanter i almindelighed kommer fra fag-
foreningerne.

B-9.1

Sociale institutioner for oplysning og bistand



a. Beskæftigelsesspørgsmål:

En arbejdstager, der søger beskæftigelse, rådes til at
opsøge sit nærmeste arbejdsformidlingskontor. Han kan
finde det i telefonbogen under overskriften "Employment -
Department of". Ellers kan han skrive til Department of
Employment, HQES B3 7 St. Martin's Place, London WC 2
N 4 JH, Tel.: (01-930 7833). I Nord-Irland til "Ministry
of Health and Social Services, Employment Branch, Dun-
donald House, Stormont, Belfast.

b. Spørgsmål vedrørende social sikkerhed:

Disse rettes til det nærmeste kontor under Department of
Health and Social Security. Adressen findes i telefonbo-
gen under overskriften "Health and Social Security - De-
partment of". I Nord-Irland til "Ministry of Health and
Social Services, Employment Branch, Dundonald House, Stor-
mont, Belfast.



- c. Spørgsmål vedrørende indkomstskat:
Disse rettes til nærmeste kontor for Inland Revenue.
- d. Spørgsmål om opholdstilladelse og indrejsebetingelser:
Rettes til Home Office, Lunar House, Wellesley Road,
Croydon CR 9 2 BY. Tel.: 01-686-0688.
- e. Almindelige spørgsmål:
Der findes i de fleste byer et rådgivningskontor under
Citizens Advice Bureau; adressen på det nærmeste kan fin-
des i den lokale telefonbog eller på postkontoret. Orga-
nisationen kan give oplysning og vejledning om mange
spørgsmål, der berører en arbejdstager.

**Direction générale des Affaires sociales
Bureau européen de Coordination**

**Direzione generale degli Affari sociali
Ufficio europeo di Coordinamento**

**Generaldirektion Soziale Angelegenheiten
Europäisches Koordinierungsbüro**

**Directoraat-Generaal Sociale Zaken
Europees Coördinatiebureau**

**Directorate General for Social Affairs
European Coordination Office**

**Direktoratet for Sociale Anliggender
Det europæiske koordineringsbureau**